

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N°8. Octobre 2003. Prix coûtant : 0,70 €. Prix de soutien : 1 €.

L'Union Européenne

*une arme étatique
des grandes bourgeoisies du
continent contre les travailleurs*

Le Forum Social Européen

entre illusion et collaboration

Les États-Unis socialistes d'Europe

La seule alternative historique

AU SOMMAIRE : Qui sommes-nous ? (p. 2) ; **L'Union européenne :** *une arme étatique des grandes bourgeoisies du continent contre les travailleurs* (p. 3 à 11) ; **Non à la décentralisation-régionalisation imposée par l'UE et par Chirac-Raffarin** (p. 11-12) ; **La victoire du « non » à l'euro en Suède :** *Une défaite pour les bourgeoisies européennes* (p. 12-13) ; **Forum social européen :** *Entre illusion et collaboration* (p. 14-18) ; **À quoi ressemble l'« autre monde » des fondateurs et des dirigeants du Forum social mondial ? Retour sur le soutien et la participation des camarades brésiliens d'ATTAC et de la LCR au gouvernement de Lula, « élève-modèle » du FMI** (p. 19 à 21) ; **Bolivie :** *Vive l'insurrection ouvrière et populaire, documents de groupes trotskystes* (p. 22 à 24)

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider la prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) — les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quels que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoratiste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal mensuel du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste).

Numéro ISSN : en cours.

Tirage du n°7 (septembre 2003) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant).

Contacts : 06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr — Site internet : <http://groupecri.free.fr>

Comité de rédaction : Marius Barberousse, Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Antoni Mivani, Nina Pradier, Frédéric Traille, Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction.

PRÉSENTATION : NUMÉRO SPÉCIAL SUR L'UNION EUROPÉENNE ET LE FORUM SOCIAL EUROPÉEN

Tensions et compromis entre le gouvernement Chirac-Raffarin et la Commission européenne au sujet de l'affaire Alstom et du déficit budgétaire, adoption le 30 septembre par le Conseil des ministres du projet de loi sur la régionalisation, ouverture le 4 octobre des négociations entre les gouvernements nationaux sur le projet de Constitution européenne (adopté en septembre par le Parlement européen fantoche) — mais aussi vote largement majoritaire, le 14 septembre, des travailleurs suédois contre l'adoption de l'euro par leur pays : les dernières semaines ont été marquées par plusieurs événements de la plus haute importance qui ont un point commun : ce que l'on appelle le « processus de construction européenne », c'est-à-dire en fait avant tout la lutte de classe que mènent les bourgeoisies nationales d'Europe, au moyen des institutions étatiques dont elles se dotent en commun, contre les travailleurs du continent. Ceux-ci, de leur côté, résistent autant qu'ils le peuvent, en l'absence de toute perspective politique, étant donné la conscience qu'ils ont désormais de la nature traître des partis sociaux-démocrates et ex-staliniens, d'une part, l'impuissance politique et l'opportunisme pratique à l'égard des appareils dont font preuve les organisations qui se réclament du trotskysme (en France, LO, LCR, CCI-PT), d'autre part (cf. sur ce point les deux précédents numéros du Cri des travailleurs).

Par ailleurs, la préparation du Forum social européen, qui doit se tenir en novembre en région

parisienne, bat son plein, sous la direction de la bureaucratie réformiste des syndicats ouvriers et de la Confédération paysanne, des ONG cléricales ou laïques, d'associations les plus hétéroclites, avec le soutien déterminant à la fois du PS, du PCF, des Verts, de la LCR, de Speb, etc., et avec rien de moins que les fonds de Matignon et de l'Élysée... Dans cette vaste auberge espagnole, chacun cherche évidemment son chat, sans que l'amalgame soit permis entre les bailleurs de fonds du gouvernement, les partisans déclarés du projet de Constitution européenne, les manipulateurs politiques du PCF et des directions syndicales, les suivistes opportunistes qui dirigent la LCR, les syndicalistes sincères pleins d'illusions, les jeunes militants plus ou moins expérimentés, enthousiasmés par la découverte de la politique et l'espoir de changer le monde, les groupes qui se réclament de la révolution et du socialisme et qui estiment indispensable d'être « tactiquement » dans « le mouvement » pour diffuser leurs idées... Mais tous ces organisateurs officiels et officieux participent à la semence des illusions dans le meilleur des cas, et à la récolte de la collaboration dans le pire, en particulier en associant les participants, au nom du combat pour une bien vague et œcuménique « autre Europe », aux prétendus débats sur l'avenir de l'Union européenne et le projet de Constitution européenne.

Pour comprendre la signification et le lien de ces événements, le présent

numéro du Cri des travailleurs est, par exception, essentiellement consacré à l'Union européenne et au Forum social européen (la suite des articles sur l'ONU et sur la révolution chinoise annoncée dans le précédent numéro est donc reportée au prochain). Un article sur le Brésil vient compléter ce dossier, en montrant ce que donne concrètement, quand on passe des discours aux actes, la politique des principaux promoteurs et organisateurs du Forum social mondial, en l'occurrence le gouvernement du PT de Lula, activement soutenu par le ministre, les députés et la direction de « *Démocratie socialiste* » (DS) ; ce courant du PT, qui est animé par les camarades brésiliens de la LCR française, fut l'un des principaux initiateurs et organisateurs des Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre. La politique du gouvernement Lula et la participation du ministre DS Miguel Rossetto en particulier, montrent que l'on peut bien critiquer d'un côté, en parole, l'« ultralibéralisme » et le règne des marchés et, d'un autre côté, utiliser son vernis « de gauche » et « altermondialiste » pour mieux faire passer une politique tout entière dictée par le FMI et les classes dominantes.

Enfin, en raison des événements exceptionnels qui se déroulent en Bolivie au moment où nous bouclons ce journal, nous proposons à nos lecteurs, avant de revenir prochainement sur ces événements, deux documents émanant d'organisations trotskystes avec qui le Groupe CRI est en discussion.

Le comité de rédaction

L'UNION EUROPÉENNE : UNE ARME ÉTATIQUE DES GRANDES BOURGEOISIES DU CONTINENT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Pour comprendre ce qu'est l'Union européenne, il convient de revenir sur son origine, sa fonction, la signification de son élargissement et surtout sur le projet de Constitution européenne qui trace certainement les lignes de son avenir... à moins que les travailleurs d'Europe ne fassent de leur victoire suédoise un premier pas vers la mise en échec généralisée de cette nouvelle attaque majeure contre leurs acquis.

L'origine de l'UE : reconstruire l'Europe sous direction américaine

Pendant quatre décennies, de la fin de la Deuxième guerre mondiale à la chute du Mur de Berlin, la « construction européenne » s'est faite cahin-caha. Laminées par la guerre, les principales bourgeoisies de l'Europe occidentale, conscientes de leur déclin à l'échelle mondiale, ont compris, avec le soutien déterminant des États-Unis, que leur avenir était condamné si elles restaient isolées face à la nécessité de reconstruire leur économie et aux menaces que faisaient peser sur elles la puissance du mouvement ouvrier, malgré la politique de collaboration de classe menée par les dirigeants réformistes staliniens et sociaux-démocrates. Chaque bourgeoisie nationale utilisait alors la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier), puis la CEE (Communauté économique européenne) pour renforcer son propre poids économique, sans que cela implique une mise en cause de la souveraineté nationale des États. Mais les acquis sociaux concédés par les bourgeoisies à l'issue de la guerre pour éviter la révolution et les multiples instruments de contrôle étatique de l'économie mis en place pendant les « Trente Glorieuses » pour maîtriser et intégrer la classe ouvrière avec la complicité des réformistes, pesaient de plus en plus lourd dans la concurrence internationale. Or celle-ci fut exacerbée dans les années 1970 par la baisse du taux de profit (continue des années 1950 à la fin des années 1970), la fin du système de Bretton Woods mis en place en 1945 (fin de la convertibilité du dollar en or décidée par le président américain Nixon en 1971) et les crises économiques internationales qui éclatèrent en 1974 et en 1979 (tendance à la stagnation combinée à une forte inflation).

Les bourgeoisies passèrent donc à l'offensive à la fin des années 1970, en profitant de l'affaiblissement du

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

mouvement ouvrier provoqué par cette situation de crise (forte progression du chômage, notamment) et surtout par le recul de l'influence de l'URSS et des partis communistes (rupture de fractions significatives de la classe ouvrière avec les PC de plus en plus ouvertement réformistes, marasme de l'ère Brejnev en URSS et « révélations » à grande échelle sur son régime concentrationnaire, regain de puissance corrélatif de la social-démocratie...). Ce fut le triomphe des fractions bourgeoises américaine et européennes les plus ouvertement liées au capital financier (les soi-disant « néo-libéraux »), qui exigèrent des gouvernements (qu'ils soient de droite dure comme en Grande-Bretagne ou sociaux-démocrates comme en France) le démantèlement des acquis sociaux et des instruments de régulation économique dits « keynésiens » de la période antérieure.

Dès lors, la Communauté économique européenne se développa plus rapidement (elle fut rejointe en 1972 par la Grande-Bretagne et l'Irlande, en 1973 par le Danemark, en 1982 par la Grèce, en 1986 par l'Espagne et le Portugal, en 1995 par la Suède, la Finlande et l'Autriche) et surtout les négociations s'accéléchèrent pour en faire un vaste « marché commun » dérégulé et déréglementé, aboutissant finalement en 1992 au Traité de Maastricht par lequel fut instituée l'Union européenne proprement dite. En outre, depuis la chute de la bureaucratie du Kremlin, le rôle de gendarme mondial n'incombe plus qu'aux États-Unis, qui se servent de leur hégémonie économique, politique et militaire non seulement pour imposer leurs diktats aux peuples du monde, mais aussi pour faire pression sur les autres impérialismes nationaux concurrents ; d'où les tentatives de fractions de plus en plus importantes des bourgeoisies européennes, notamment en France et en Allemagne, pour renforcer leur union, leur cohésion et leur pouvoir, résister à la pression américaine et essayer de garder leur place dans la concurrence économique et politique internationale.

La fonction de l'UE : diminuer la valeur de la force de travail

La décision de suivre une politique budgétaire et monétaire unique, en adoptant les « critères de convergence » de Maastricht et en créant l'euro, marqua un saut qualitatif dans le processus de « construction

européenne ». Désormais, chaque bourgeoisie a renoncé à une part importante de son indépendance, en acceptant d'interdire à son propre État national d'intervenir souverainement dans la gestion de ses affaires économiques et sociales intérieures, en le privant de ces instruments de régulation « keynésienne » par excellence qu'étaient le déficit budgétaire et la politique monétaire.

Depuis le début, la construction européenne s'est faite selon l'axe franco-allemand, dont le but était d'encourager un développement combiné de ces deux capitalismes, qui évite la répétition des conflits. La bourgeoisie allemande en particulier, pour accélérer le processus de dérégulation et de déréglementation indispensable à sa propre compétitivité dans la période actuelle, a accepté de renoncer au mark, qui était pourtant la devise la plus forte de la CEE, et largement répandue dans les pays d'Europe centrale. Du coup, elle subit de manière encore plus violente que les autres pays européens la logique monétariste qu'elle a contribué à imposer à l'ensemble de l'Europe. Son taux de change a été fixé à un niveau trop élevé et, ne pouvant plus jouer sur cette variable, elle est obligée de freiner son économie et de réformer (contre-réformer en fait) son modèle social afin d'ajuster ses coûts réels. Selon *The Economist*, les critères mis en avant par le gouvernement anglais pour ne pas poser sa candidature à l'euro, justifieraient la sortie de l'Allemagne de l'euro. Cependant, la première économie de l'UE (dont elle représente un tiers du PIB) a non seulement conservé un poids de premier plan au sein de celle-ci, mais encore elle a pu renforcer son influence internationale, et tout particulièrement dans les pays d'Europe centrale et orientale, où elle reste le principal investisseur et pour l'intégration desquels elle a milité avec d'autant plus de ferveur que la libéralisation de leur marché est et sera profitable avant tout à ses propres capitaux et à ses exportations.

Mais le gain pour la bourgeoisie française est également certain, puisqu'elle a remplacé le franc, monnaie assez faible qui avait été souvent malmené, par l'euro, censé bénéficier de la force du mark. De plus, la zone euro s'étend aux nombreux pays africains qui utilisent le franc CFA dont la parité avec le franc français (100 F CFA = 1 FF) a été maintenue avec l'euro grâce à la pérennisation de la garantie apportée

par la Banque de France. L'intégration européenne de la France (qui représente 20% du PIB de l'UE) ne vient donc que renforcer ses armes impérialistes, ce qui est d'ailleurs indispensable pour elle à un moment où les États-Unis, en particulier, multiplient les tentatives pour battre en brèche ses positions traditionnelles au Maghreb et en Afrique noire.

Cependant, le premier et principal avantage de Maastricht et de l'euro, et cela pour toutes les bourgeoisies nationales de l'UE, c'est d'être un redoutable instrument *politique* pour diminuer la valeur de la force de travail des salariés. En effet, l'instauration de l'euro a entraîné la disparition des taux de change et d'intérêt relatifs aux monnaies des douze États de la zone euro, et le Traité de Maastricht limite considérablement le droit d'intervention des États dans la politique économique ; dès lors, la seule variable restant pour ajuster les différentes économies de la zone est le salaire, notamment le salaire indirect (Sécurité sociale, retraites, budgets de santé, de logement et d'éducation des États, services publics utiles à la population...). Or cet arsenal européen d'« armes de destruction massive » des acquis sociaux et des services publics au service de la compétitivité des entreprises européennes est d'autant plus indispensable que, depuis 1995, selon l'OCDE, la croissance annuelle de la productivité du travail est sensiblement plus faible en Europe qu'aux États-Unis (+ 1,1% par an contre + 1,8% par an). L'UE doit donc tout faire pour compenser son retard croissant par rapport aux États-Unis par un durcissement de l'austérité salariale. Et cette pression est encore accrue par la baisse du dollar par rapport à l'euro, qui affaiblit les exportations européennes (notamment celles de l'Allemagne, dont l'économie repose essentiellement sur les exportations industrielles).

L'intégration de dix nouveaux pays : cheval de Troie des États-Unis ou renforcement de l'UE ?

On comprend alors que l'UE impose des conditions drastiques à l'entrée des pays candidats, à commencer par les dix qui la rejoindront le 1^{er} juin 2004. Ainsi les futurs membres devront-ils entrer dans le système européen des banques centrales et figer définitivement le taux de change de leur monnaie avec l'euro. De plus, ils ne pourront pas

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

bénéficier de la « clause suspensive » comme la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark (membres de l'UE, mais non de la zone euro), mais ils devront adopter la monnaie unique tôt ou tard (officiellement, entre 2006 et 2009 selon les pays). Selon le projet de Constitution européenne (article III.92), ces États qui resteront provisoirement en dehors de la zone euro devront subir tous les deux ans au moins une évaluation de la convergence de leur situation économique avec celle de la zone euro, ce qui implique une pression terrible sur ce qui reste des maigres acquis des travailleurs de ces pays. Le coût du travail dans ces derniers représentera en revanche un motif décisif pour la délocalisation ou du moins le chantage à la délocalisation des entreprises, notamment celles des pays de l'UE où les acquis sociaux sont encore les plus favorables aux travailleurs. Et cela permettra d'accroître encore les pressions visant au démantèlement de ces conquêtes, selon le modèle d'une spirale infernale imposée par le capital financier et les bourgeoisies européennes...

Certains pensent que l'adhésion de ces nouveaux pays va accroître l'influence des États-Unis en Europe. Ils arguent que la plupart de ces pays sont connus pour leurs sympathies pro-américaines, en particulier le principal d'entre eux, la Pologne. De fait, depuis la chute du Mur de Berlin, les pays de l'ex-bloc soviétique (dont huit figurent parmi les dix) ont cherché à se rapprocher des États-Unis, particulièrement à travers leur adhésion à l'OTAN. Et les deux autres, Malte et Chypre, évoluent depuis toujours dans l'orbite de la Grande-Bretagne, éternel compère des États-Unis. Ainsi, selon l'*International Herald Tribune*, ces nouvelles adhésions signifieront la fin du rêve d'une UE capable de s'opposer aux États-Unis. Et, de fait, certains de ces futurs membres de l'UE, notamment la Pologne, ont apporté un franc soutien à Bush dans la guerre contre Irak, suscitant l'ire de Chirac et Schröder¹.

Cependant, l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas, qui sont depuis

¹ On se souvient notamment que, en décembre 2002, en pleine préparation de la guerre contre l'Irak et quinze jours après la décision du Conseil de Copenhague de l'intégrer dès juin 2004, la Pologne décidait d'acheter des avions militaires américains au détriment d'avions européens, le ministre de la défense polonais déclarant : « *La Pologne est aussi proche des USA que de l'Europe.* »

longtemps (et même depuis le début, en ce qui concerne les deux derniers) des constructeurs très actifs de l'Union européenne, ont eux aussi apporté leur soutien à Bush. Ce fait ne saurait donc prouver par lui-même que les nouveaux pays candidats ne seraient que des chevaux de Troie américains utilisés pour torpiller le projet européen des vieilles bourgeoisies du continent. En fait, les bourgeoisies d'Europe centrale veulent se prémunir définitivement de l'expansionnisme russe grâce à des accords de sécurité avec les États-Unis, mais leur histoire, leur culture, leur système de valeur et surtout leurs intérêts économiques (particulièrement liés à l'Allemagne) les poussent à intégrer l'UE. De fait, l'essentiel de leur commerce s'effectue déjà avec l'UE, entre 45% pour la Lituanie et 68% pour l'Estonie (et plus de 70% pour Malte et Chypre). 10% des importations de la zone euro viennent des nouveaux membres de l'Est. Et les monnaies de la Pologne, de la Tchéquie, de la Slovaquie et de la Slovénie, après avoir été connectées au mark, le sont désormais à l'euro, dont elles suivent de fait les variations, même si elles flottent encore plus ou moins librement. Le forint hongrois est lui aussi indirectement ancré à l'euro, (avec des marges de fluctuation de plus ou moins 15%). Seules les devises estonienne, lituanienne et bulgare sont en *currency board* contre l'euro. Quant à la seule monnaie d'Europe qui soit ancrée directement sur le dollar, le lei roumain, elle est la devise d'un pays qui, précisément, n'a pas encore été retenu pour entrer dans l'UE. De plus, les entreprises d'Europe occidentale ont de leur côté tout intérêt à l'élargissement, puisqu'il leur permettra d'investir et de produire à bon marché à l'est de l'Europe. Enfin, l'entrée de ces pays dans l'UE dépourvue de barrières douanières internes et la politique douanière commune de l'UE vont permettre d'accroître encore leur degré d'intégration économique avec les autres pays d'Europe, de leur imposer, via les décisions des instances communautaires, une politique douanière unique avec le reste du monde et de développer leurs importations de marchandises produites à l'Ouest.

En un mot, si l'intégration des dix nouveaux pays ne facilitera pas immédiatement la construction d'une Union européenne dotée d'une identité *politique* unique, ce processus serait resté de toutes façons difficile même sans cette intégration ; en revanche,

celle-ci permettra manifestement le développement de l'Union européenne en tant que zone économique intégrée, avec une homogénéité réelle en ce qui concerne le développement du marché et les règles de la concurrence, et avec une hétérogénéité renforcée en ce qui concerne le coût du travail, grâce à une différenciation sociale qui sera un atout pour développer la compétitivité en exacerbant la concurrence entre les travailleurs des différents pays et la pression généralisée sur leurs acquis¹.

¹ Le PCF use d'un art consommé du double langage couvrant sa capitulation, lorsqu'il déclare, par la voix de son spécialiste de affaires européennes, Gilles Garnier : « *Les peuples de ces 10 pays espèrent que leur entrée dans l'Union alignera par le haut leurs droits sociaux et démocratiques. Nous devons porter avec eux ces revendications. (...) Comme le dit fort justement Francis Wurtz : 'En s'élargissant l'Union européenne doit changer elle-même.' Ne nions pas les craintes qui s'expriment mais sachons dire clairement que ce n'est pas le principe de l'élargissement qu'il faut combattre, mais la manière dont il a été mené et voulu. Nous avons à renforcer nos liens de solidarité avec les peuples d'Europe centrale et du sud parce qu'ils ont aussi des droits à gagner.* » (Rapport devant le Conseil national du PCF, 27 juin 2003.) Selon un article d'ailleurs excellent d'Albert Savani paru dans *Prométhée*, revue de la Gauche communiste, 3^e trimestre 2003, Gilles Garnier a dit également : « *Nous proposons une aide exceptionnelle de l'Union, en particulier économique, pour permettre à chaque pays candidat de se préparer à l'entrée dans l'Union.* » Mais, à quoi servent les millions d'euros d'« aides » de l'UE aux pays candidats, sinon à la restructuration et à la déréglementation généralisée de leurs économies, et en particulier de leurs systèmes de protection sociale ? — À l'autre extrême, le CCI-PT lambertiste dénonce l'élargissement avec des arguments réactionnaires, vulgairement nationalistes et protectionnistes : constatant qu'il va permettre de faire baisser le coût du travail à l'Ouest et d'accélérer le démantèlement des conquêtes sociales, il croit pouvoir combattre cette loi nécessaire du système capitaliste (qui, par sa nature même, ne peut pas ne pas tendre à aggraver constamment la concurrence entre les travailleurs), en engageant toutes ses forces pour... « *défendre la nation* » menacée de démantèlement et préserver les « *relations établies* » en Europe ! Dans la *Lettre de la Vérité* (4-pages hebdomadaire du CCI) n°299, on lit que l'UE est un « *cadre de dislocation des nations et du continent européen* » et qu'elle « *disloque l'ensemble des relations établies* ». *Informations ouvrières*, le journal du PT, précise le 8 octobre que « *l'élargissement de l'Union européenne n'est rien d'autre que l'effondrement programmé des bases* Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

Le projet de Constitution européenne : une arme redoutable, à combattre sans ambiguïtés

Le projet de Constitution européenne vise à accélérer ce processus. Il a été élaboré par une soi-disant « *Convention pour l'avenir de l'Europe* » présidée par Giscard et composée de 105 fonctionnaires ou députés de l'UE et des États. Ce projet a été voté par le « *Parlement européen* » croupion² et il doit maintenant être approuvé, à l'unanimité, par la « *conférence intergouvernementale* » des chefs d'États et de gouvernements d'ici fin décembre, puis ratifié par les États (par vote des Parlements nationaux ou par référendum) avant la fin juin 2004. Cependant, il n'est absolument pas certain à ce stade qu'un consensus soit trouvé, car la plupart des pays protestent déjà contre un texte qui leur

industrielles de la 'vieille Europe' et l'élargissement de la misère à tous ». Ainsi, sous le prétexte fallacieux et antimarxiste d'une prétendue auto-destruction du capitalisme, les militants ouvriers devraient se donner comme objectif politique la défense des nations bourgeoises et des « *relations sociales établies* », c'est-à-dire des rapports sociaux capitalistes existants ! En voilà une perspective politique, et une bonne !

² Ont voté pour : les députés de droite, les députés socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes et les Verts des différents pays. Ont voté contre : les députés du Parti pour la refondation communiste d'Italie, ceux des ex-PC scandinaves, du PCF, de LO et de la LCR. Se sont abstenus le PDS allemand (ex-SED, parti de l'ancienne bureaucratie est-allemande), la Gauche Unie espagnole (coalition où domine l'ex-PCE), ainsi que certains députés de la liste « *Bouge l'Europe* » qui avait été constituée en 1999 avec le PCF. (Source : *Rouge*, 25 septembre 2003, p. 11 ; soit dit en passant, l'auteur de cet article, Alain Krivine, se garde bien de rappeler que la majorité des amis allemands de la LCR sont membres du PDS et que ses amis espagnols font partie de la Gauche unie...) — Rappelons cependant que si, pour le PCF, « *il faut dire 'non' à cette constitution-là* », il n'en reste pas moins que, « *oui, il faut un nouveau traité qui fixe les compétences et le rôle de chacune des institutions de l'Union et principalement le conseil, la commission et le parlement afin que les citoyennes et les citoyens de l'Union sachent réellement où se prennent les décisions et quels sont leurs droits et capacités d'intervention* », c'est-à-dire en clair qu'il faut accepter le cadre de l'UE et de chacune de ses institutions, en les rendant simplement plus « *transparentes* », tout cela avec rien de moins que « *la volonté de démocratiser l'Union* » (sic, rapport déjà cité de Gilles Garnier).

semble aller trop loin dans la mise en cause de leur souveraineté nationale, et voudraient en rester aux règles fixées par le Traité de Nice en 2000.

Le texte est conçu de façon que cette Constitution se substitue à l'ensemble des traités précédents (Rome, Maastricht, Amsterdam, Nice). Son contenu reflète donc dans une certaine mesure une situation déjà existante mais, d'une part, il l'inscrit dans le marbre constitutionnel, c'est-à-dire qu'il confère à ce qui n'était jusqu'à présent que des *accords* entre États — certes déjà contraignants — la valeur d'un fondement intangible et en principe irréversible ; et, d'autre part, comme nous allons le voir, il étend le domaine de compétence des instances dirigeantes de l'Union (Conseil des ministres et Commission européenne) et il réduit le droit de veto des États membres, c'est-à-dire en fait ce qui restait de leur souveraineté nationale, ramenant à la portion congrue les sphères où ils restent réellement maîtres de leurs propres affaires.

L'adoption de cette Constitution signifierait donc un pas en avant décisif sur la voie de la constitution de l'Union Européenne comme entité juridique et politique autonome, dont les instances dirigeantes soient seules souveraines en dernière instance. Jusqu'à présent, comme nous l'avons rappelé, l'UE était certes déjà en elle-même une arme juridique et politique dans la lutte de classe du capital contre les travailleurs ; mais il s'agit maintenant, du moins pour une fraction de plus en plus importante des bourgeoisies du continent, emmenées par celles de France et d'Allemagne (au prix de tensions accrues avec les autres fractions, notamment celles qui dominant encore en Grande-Bretagne ou en Espagne), de faire de l'Union européenne un véritable État, si l'on définit celui-ci, avec Marx, comme le « *conseil d'administration de la classe bourgeoise* » en Europe, doté des prérogatives de la souveraineté politique pleine et entière. Le but est de servir au mieux la lutte de classe des bourgeoisies européennes contre les travailleurs européens, mais aussi leurs intérêts collectifs dans le cadre de la concurrence capitaliste internationale. Corrélativement, et même si cette perspective est pour le moment plus lointaine (étant donné l'hégémonie incontestable des États-Unis), il s'agit de faire un pas vers la constitution de l'UE comme puissance politique capable d'agir de façon autonome sur la scène internationale.

Une Europe cléricale

Le « préambule » du texte affirme que celui-ci s'inspire des « héritages culturels, **religieux** et humanistes de l'Europe » et parle de « l'élan spirituel » qui a traversé le continent — Giscard ayant précisé au journal italien *Corriere della sera* du 30 mai, pour ceux qui n'auraient pas compris, que, avec cette notion « d'élan spirituel, il est évident qu'il s'agit de la religion chrétienne ». Même si certains voulaient mentionner explicitement cette dernière, il est clair que ce que les médias ont présenté comme un « compromis » est en fait une capitulation pure et simple face aux pressions du Vatican et des autres Églises chrétiennes : une note commune adressée à la « Convention » de Giscard par la « Commission des évêques » et la « Conférence des Églises européennes » (protestante, orthodoxe et anglicane) avait affirmé notamment qu'« une Europe qui méconnaîtrait son propre passé et nierait le rôle de la religion serait considérablement appauvrie » (*Le Monde*, 3 juin 2003). Même si le projet de Constitution reprend la déclaration 11 du traité d'Amsterdam qui est censée garantir le statut des Églises tel qu'il existe dans les législations nationales, il est clair que le principe de la laïcité de l'État (et de l'école) est plus que jamais fragilisé et menacé dans les pays où il existe. Rappelons d'ailleurs que, depuis le début, le drapeau de l'Union européenne, avec ses douze étoiles sur fond bleu qui ne correspondent absolument pas au nombre des États membres (contrairement au drapeau américain), est une référence explicite au voile de Marie, mère de Jésus, dont les étoiles représentent les douze apôtres... La dimension cléricale et vaticane de la « construction européenne », relayée par la « Confédération européenne des syndicats » (sous la direction des syndicats chrétiens ou d'origine chrétienne comme le CFDT) doit être combattue par les communistes révolutionnaires et les militants laïques en général.

Une arme pour déréglementer et liquider les services publics

Après le préambule, dans la première partie du texte, sont définis les objectifs, les compétences et les institutions de l'UE. L'article 1-3-2 donne le cadre : « L'Union offre à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

intérieures¹, et un marché unique où la concurrence est libre et non faussée. » D'autres articles insistent sur ce socle fondamental : « Les États membres et l'Union agissent dans le respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre ». Le but est même celui d'une « haute compétitivité »... Il en découle que le rôle premier des institutions de l'Union (Commission, Conseil européen, Conseil des ministres, Banque centrale, Cour de justice et subsidiairement le Parlement), le rôle qui relève de leur « compétence exclusive », est « d'établir les règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché » unique européen. Bien sûr, il est précisé pour amuser la galerie (et la Confédération européenne des syndicats, nous y reviendrons) que « l'Union œuvre pour (...) une économie sociale de marché », comme est censée le prouver l'intégration au projet de la « Charte des droits fondamentaux » adoptée par le sommet de Nice en 2000, qui définit des « garanties » tellement minimales qu'elle sont presque toutes inférieures à celles qui existent aujourd'hui dans les lois nationales des différents pays...

Dans ce cadre, le texte entend consacrer définitivement le terme de « services d'intérêt général » (SIG), afin de substituer à la notion de service public un concept vague qui ouvre grand la porte aux entreprises privées et semi-privées (article III.6). Le *Livre Vert sur les services d'intérêt général* publié par la Commission européenne en donne la définition suivante : « *Le SIG est un service rendu au public, pour lequel les opérateurs peuvent revêtir la forme d'une administration, soit d'une entreprise publique, soit d'une entreprise privée, soit d'une entreprise d'économie mixte, soit d'une entreprise intercommunale* » ;

¹ Rappelons que, si les frontières intérieures disparaissent, les frontières extérieures, elles, ne cessent de se renforcer, construisant rapidement l'« Europe-forteresse » interdite aux immigrés. Ainsi vient récemment d'être inauguré sur le rocher de Gibraltar un petit bijou technologique qui est revenu à 142 millions d'euros et qui consiste en un système de vidéo-surveillance (radars, caméras, détecteurs électroniques...) d'une ampleur et d'une sophistication inimaginables. Des équipes de police comprenant des hélicoptères, des vedettes et même des navires de l'OTAN sont en alerte permanente pour se lancer à la poursuite des migrants clandestins qui essaient de passer d'Afrique en Europe... Ce système va encore aggraver la mortalité de ces hommes et de ces femmes prêts de toute façon à prendre tous les risques possibles pour fuir la misère de leur pays. Le nombre de noyades était déjà deux fois plus important dans les huit premiers mois de 2003 que sur toute l'année 2002.

en d'autres termes, « le fait que les fournisseurs de service d'intérêt général soient publics ou privés n'a pas d'importance dans le droit communautaire » ; néanmoins, il y a bien une préférence, car n'oublions pas que, depuis la nuit des temps, « le marché assure habituellement la répartition optimale des ressources au bénéfice de l'ensemble de la société » (art. 22 du Livre vert). Il en découle que, selon l'article III-55 du projet de Constitution, « les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicent ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux dispositions de la Constitution (...). Les entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux dispositions de la Constitution, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de l'Union. » En d'autres termes, les monopoles des entreprises nationales publiques seront désormais interdits — ce qui implique et impliquera dans les faits leur privatisation².

² Il faut donc être très clair : la défense des services publics passe nécessairement par le rejet de la notion même de « service d'intérêt général » qui a été créée pour justifier leur destruction. On ne peut que condamner avec la plus grande fermeté la confusion savamment entretenue par le PCF qui, par la bouche de son chargé des affaires européennes, déclare : « L'Union européenne emploie la notion de Service d'Intérêt Général. Cette notion pourrait devenir la nôtre si nous en déterminons bien le contenu. Actuellement les services publics sont toujours considérés comme une exception aux règles 'normales' de concurrence. Ils font l'objet d'attaques de l'Europe et de l'OMC. (...) Nous défendons une vision des services publics comme une véritable colonne vertébrale de la construction européenne. » (Rapport déjà cité de Gilles Garnier, 27 juin 2003.) Faute d'une position claire sur le statut juridique des services publics, le PCF s'inscrit ainsi entièrement dans le cadre du Traité d'Amsterdam, dont l'article 16, qui ne va évidemment pas clamer l'objectif de briser les services publics, détermine en des termes analogues « l'accès aux services d'intérêt général tel qu'il est prévu par les législations et pratiques nationales, conformément au traité instituant la Communauté européenne, afin de promouvoir la cohésion sociale et

Des institutions anti-démocratiques

Les instances de l'UE ne sont pas élues et contrôlées par les citoyens. Pourtant, elles seront désormais seules souveraines dans la plupart des domaines de la politique économique et sociale, les États nationaux devenant de simples rouages de leurs décisions : l'UE « coordonne la politique des États membres » ; « la Constitution et le droit adopté par les institutions de l'Union dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées ont la primauté sur le droit des États membres » ; « les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser de l'exercer »... Le principe de la souveraineté populaire n'est plus reconnu, comme il l'est formellement dans la plupart des constitutions des États modernes. Seule la Commission européenne, non élue, a l'initiative des lois : celles-ci « ne peuvent être adoptées que sur proposition de la Commission » (art. 25). C'est-à-dire que les élus des Parlements nationaux (y compris ceux du Parlement européen) ne peuvent pas proposer eux-même directement les lois du niveau supérieur, les plus contraignantes, appelées « lois européennes ». Celles-ci sont définies comme des « acte(s) législatif(s) qui lie(nt) tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances intermédiaire la compétence quant au choix de la forme et des moyens ». En d'autres termes, la loi européenne est « obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État

territoriale de l'Union ». — Cette ligne de confusion délibérée du PCF est reprise par la FSU, dont la direction est proche de ce parti, et qui écrit dans sa revue mensuelle *Pour* d'octobre 2003 (p. 22) : « Face aux conséquences souvent désastreuses [de « l'offensive généralisée contre les services publics » aux États-Unis et en Europe], mais aussi pour répondre aux mobilisations massives dans plusieurs pays européens en particulier en 1995, les dirigeants de Bruxelles ont dû faire des concessions. Le concept de Service d'Intérêt Économique Général (SIEG) a donc fait son apparition dans certains traités. » La direction de la FSU ose ainsi présenter la notion qui a été forgée spécialement pour détruire les services publics comme une « concession » des technocrates européens, comme une victoire de la résistance des travailleurs ! Une fois de plus, elle fait preuve ainsi d'un art hors pair du double langage et de la tromperie de ses adhérents.

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

membre » (art. 32). Dès lors, les élus des États nationaux, comme ceux des régions, ne peuvent prendre de décisions que sur les *moyens* à mettre en œuvre pour exécuter les lois européennes. Pour l'essentiel, la compétence propre des États nationaux se ramène désormais à « maintenir l'ordre public » et « sauvegarder la sécurité intérieure » (art. 1.5.1.). L'essentiel des prérogatives sociales, éducatives et de santé doivent quant à elles être transférées aux régions et aux communes (cf. sur ce point l'article ci-dessous sur la décentralisation en France). D'ailleurs, même dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence, l'Union peut intervenir directement : « En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres tant au niveau central qu'au niveau régional et local mais peuvent, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux atteints au niveau de l'Union » (art. 1.9.3.).

La question du fonctionnement institutionnel

Le projet de Constitution prévoit en même temps un bouleversement des règles de fonctionnement de l'UE, c'est-à-dire de ces instances dirigeantes, telles qu'elles ont été fixées par le Traité de Nice en 2000. Jusqu'à présent, et pour encore un an, la Commission européenne comptait deux commissaires nommés par les États les plus peuplés (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni) et un seul pour les autres. Le Traité de Nice, qui sera appliqué sur cette question pour la première fois lors du renouvellement de la Commission européenne à l'automne 2004, prévoit que chaque État n'envoie plus désormais qu'un seul membre (de sorte que 6 commissaires représenteront 75% de la population de l'UE, et 19 les 25% restants) ; mais il indique également que cette règle devra être modifiée pour obtenir une instance plus légère dès que l'UE comptera 27 membres, c'est-à-dire peut-être en 2007, si les candidatures de la Roumanie et de la Bulgarie sont retenues. Or les « grands pays » souhaiteraient revenir sur ce principe d'égalité qui n'avait été concédé qu'en vue de l'élargissement : c'est sur la base de cet accord que chaque

gouvernement des nouveaux États a fait ratifié par « son » peuple l'adhésion à l'UE. Giscard et ses acolytes proposent que, à partir de 2009, la Commission soit réduite à 15 membres, avec un système de rotation complexe privilégiant les pays les plus peuplés. En ce qui concerne le Conseil européen et le Conseil des ministres (instances qui représentent les États membres dans l'UE, et qui définissent le mandat de la Commission, laquelle est l'exécutif proprement dit de l'UE), la situation prévue par le Traité de Nice est la suivante : certaines décisions concernant les domaines jugés les plus importants ne peuvent être prises qu'à l'unanimité et les autres le sont à la majorité simple ; dans ce second cas, le nombre de voix par pays a été fixé par des compromis du passé : l'Espagne et la Pologne, par exemple, disposent de 27 voix pour moins de 40 millions d'habitants, alors que la France et l'Allemagne en ont chacune 29 pour respectivement 60 et 80 millions d'habitants. Or Giscard et Cie veulent aller plus loin dans la mise en cause de la souveraineté des États, d'une part en levant l'obligation d'unanimité pour 27 des domaines politiques qui la requéraient jusqu'à présent (la libre circulation des travailleurs, certaines dispositions de la sécurité sociale, les affaires culturelles — sauf l'audiovisuel et les cas où la « diversité culturelle » est menacée —, l'éducation, la santé, les nouvelles missions de la Banque centrale européenne, la coopération entre les polices et les juge des États-membres, certaines décisions concernant les affaires étrangères, la défense et la sécurité de l'UE, etc.) ; et, d'autre part, en instaurant la procédure dite « de la majorité qualifiée », destinée à faire adopter des lois européennes (proposées par la Commission) par le vote au Conseil des ministres des représentants de seulement la moitié des États membres, pour peu qu'ils rassemblent plus de 60% de la population de l'UE. Cela réduirait les domaines de souveraineté de tous les États, mais diminuerait en outre le poids relatif actuel de l'Espagne et de la Pologne, (et romprait par ailleurs l'égalité de la France et de l'Allemagne, qui existe depuis l'origine de la CEE, et que Chirac avait défendue *mordicus* à Nice). Quant au Parlement, il n'est pas question de revenir sur son rôle de simple chambre d'enregistrement des décisions de la Commission et du Conseil des ministres, mais la « Convention » de Giscard propose

que le nombre de députés de chaque pays soit « *dégressivement proportionnel* » à sa population.

Bref, il n'est pas dit à ce stade que ces articles du projet de Constitution européenne qui concernent la réforme des deux principales instances politiques de l'UE soient adoptés. Pour le moment, la majorité des États membres ont formulé des désaccords, en particulier l'Espagne, mais aussi le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark. De leur côté, les nouveaux entrants (notamment la Pologne et la République tchèque) sont réticents à modifier les règles du Traité de Nice sur la base desquelles ils ont négocié leur adhésion. Le dilemme des uns et des autres est donc le suivant : *ou bien* ils acceptent la transformation de l'UE en une force politique et juridique unifiée et homogénéisée, qui leur permettra à la fois d'être plus puissants sur le marché mondial et plus efficaces dans la lutte de classe intérieure contre les travailleurs ; mais alors il leur faut renoncer à une partie de leur poids relatif dans l'UE et à leur souveraineté nationale, renforçant d'autant le poids des grands pays, à commencer par la France et l'Allemagne — mais aussi l'Italie qui, par delà ses désaccords internationaux avec les deux premiers, est comme eux une chaude partisane du projet de Constitution. *Ou bien* les bourgeoisies nationales refusent de laisser diminuer leur poids relatif dans l'UE et mettent en cause leur souveraineté nationale, en tablant sur leurs intérêts extra-européens (l'Amérique latine pour l'Espagne, le Commonwealth et les anciennes colonies britanniques pour le Royaume-Uni, les forts liens politiques avec les États-Unis pour la Pologne...) ; mais alors ils risquent de rester en marge d'un renforcement de l'UE qui a aussi ses avantages et qui, même de manière plus difficile, se fera de toute façon sans eux, car l'Allemagne, la France, l'Italie, le Benelux, l'Autriche... ont trop intérêt à aller jusqu'au bout de la construction de cette Union européenne.

Vers une Union européenne impérialiste unifiée ?

Enfin, le projet de Constitution européenne entend franchir un pas supplémentaire vers la constitution d'une « Europe de la défense », qui n'a été jusqu'à présent qu'embryonnaire car les intérêts des différents États impérialistes nationaux restaient divergents ou du moins différents : en effet, les « zones

d'influence » internationales des uns et des autres ne se recoupent pas et, malgré l'internationalisation croissante du capital financier, la capitalisation des grandes entreprises européennes reste encore à dominante nationale (sauf lorsque des motifs essentiellement technologiques ont poussé à la constitution d'entreprises bi- ou trinationales, comme Airbus ou Ariane). Cependant, l'UE pousse à restructurer les entreprises dans le sens d'une complémentarité plutôt que d'une concurrence directe, comme le prouve par exemple le récent conflit Alstom-Siemens qu'elle a arbitré en ce sens. Et surtout, sur la scène internationale, comme l'ont montré les récentes négociations de l'OMC, les différentes bourgeoisies nationales d'Europe, à commencer par les plus puissantes, ont intérêt à s'unir pour imposer leurs intérêts communs aux pays coloniaux et semi-coloniaux, et parfois pour les défendre ensemble contre les États-Unis. En particulier, le développement du libre-échange, la diminution des barrières douanières et des mesures protectionnistes, sont un objectif commun des gouvernements de l'UE. Par exemple, le « Plan d'action du Partenariat Économique Transatlantique », préparé par la Commission et adopté le 9 novembre 1998 par le Conseil des ministres européens, vise à créer progressivement une zone de libre-échange transatlantique, en particulier pour les services, et à permettre aux pays de l'UE de peser tous ensemble dans leurs négociations à l'OMC, aussi bien en s'alliant avec les États-Unis contre les pays dits « en développement » qu'en étant capables, le cas échéant, de faire front commun contre les appétits excessifs du géant américain. C'est sur cette base que, le 25 octobre 1999, les quinze pays de l'UE n'ont guère eu de mal à faire valoir leurs intérêts communs en se mettant d'accord sur un mandat unique confié au Commissaire européen pour les négociations à l'OMC (en l'occurrence, un chèque en blanc pour libéraliser tous azimuts). Et, après l'échec du troisième sommet de l'OMC à Seattle, ce mandat a été reconduit pour la conférence de Doha, en novembre 2001, au cours de laquelle l'alliance des États-Unis et de l'UE en tant que telle (représentés respectivement par Zoellick et Lamy) a permis des avancées majeures dans le domaine de la libéralisation des services, faisant céder les « pays en développement ». De même, l'UE a défendu ses intérêts particuliers en

passant avec les États-Unis, avant la conférence de Cancun, un « accord bilatéral » engageant les deux parties à diminuer légèrement leurs subventions agricoles respectives et à faire front commun sur la question des services face aux « pays en développement »...

Cependant, il est indéniable que l'hétérogénéité persistante de l'UE ne lui permet pas de multiplier les accords bilatéraux aussi facilement que les États-Unis, d'où son insistance pour aller vers un accord multilatéral, alors que les Américains n'en font pas un objectif prioritaire ou du moins savent jouer sur les deux tableaux de manière complémentaire, comme l'a montré la récente conférence de Cancun, dont les États-Unis repartent avec plus de gains que les Européens. Dès lors, un renforcement de l'unité et de l'homogénéité de l'UE est une priorité pour les auteurs du projet de Constitution. Certes, on est encore loin de la constitution de l'Union Européenne en une force politique impérialiste homogène, capable de faire jeu égal avec les États-Unis dans la concurrence économique internationale — sans parler du maintien de l'« ordre » mondial. Cependant, l'affaire de la guerre en Irak comme la discussion en cours sur l'élargissement du Conseil de sécurité de l'ONU, avec notamment la proposition chiraquienne qu'un poste de membre permanent soit attribué à l'Allemagne, montrent qu'une fraction des bourgeoisies européennes, en l'occurrence celle qui domine dans les deux États les plus puissants de la zone euro, voudraient accélérer le processus de constitution d'une Europe impérialiste unifiée (à la grande joie, manifestement, du PCF¹).

¹ Cessant d'être simplement réformiste, la position de ce parti devient ouvertement pro-impérialiste, puisqu'il est à « l'avant-garde » du combat pour faire de l'Union Européenne une force politique autonome sur la scène internationale, capable de faire concurrence aux méchants États-Unis en se mettant derrière le courageux Chirac au service de la gentille ONU dans le but d'être « *écoutée dans le monde* » grâce à une politique étrangère commune incluant rien de moins que la « *coopération militaire* » et des opérations « *de défense* » ! Qu'on en juge par ces passages du rapport de Gilles Garnier déjà cité : « *La politique hégémonique et belliciste américaine plaide (...) pour que l'Europe parle d'une seule voix forte face à la politique des États-Unis. La position de la France et de l'Allemagne sur la guerre en Irak a relancé le débat sur une politique étrangère voire d'une coopération militaire européenne. (...) Si des actions communes de l'Europe en matière de politique étrangère doivent exister, elles peuvent exister aussi en matière de défense mais elles ne* »

Certes, pour le moment, d'autres États impérialistes de l'UE s'opposent à cette évolution, comme l'a montré la division qui a éclaté lors des préparatifs de la guerre contre l'Irak (division qui, rappelons-le, portait uniquement sur les moyens, les formes et les délais, et non sur les buts de la guerre, à savoir la soumission de l'Irak aux diktats de l'impérialisme). Cependant, un pas serait manifestement franchi si le projet de Constitution était adopté : celui-ci prévoit que certains aspects des affaires étrangères des États européens seront pris en charge directement par l'UE et sa Commission et il affiche clairement l'objectif d'une « *politique de sécurité et de défense commune* », même s'il ajoute bien sûr qu'elle « *sera compatible avec la politique arrêtée dans le cadre de l'OTAN* ».

La position des communistes révolutionnaires internationalistes

Les communistes révolutionnaires internationalistes doivent non seulement être à l'avant-garde du combat pour la défense des conquêtes ouvrières, contre les licenciements et les fermetures d'usine, mais également dénoncer clairement l'Union européenne en général et son projet de Constitution en particulier, sans jamais cesser de rappeler que leur objectif politique est bien la destruction de cette Union européenne en tant que telle comme de tous les États bourgeois nationaux. Il ne saurait y avoir la moindre ambiguïté sur ce point : il est donc hors de question aussi bien de défendre les vieilles nations bourgeoises impérialistes et de recourir à des arguments nationalistes et protectionnistes, que de prétendre construire « une autre Europe » capitaliste, soi-disant plus « sociale » et plus « humaine ». Car seule est *réellement anti-capitaliste* la lutte de

doivent se faire que dans le cadre d'une mission confiée par l'ONU. (...) Nous ne pouvons ni ne devons nous satisfaire de ce monde où les États-Unis se sentent investis d'une mission universelle. (...) Les pays en voie de développement veulent sortir de ce tête-à-tête avec les États-Unis qui les rend plus dépendants jour après jour. Ce que nous proposons devrait permettre à l'Europe d'entamer un nouveau dialogue avec les pays du Sud dénué de volonté de domination mais de coopération réelle de réciprocité. C'est pour cela que l'Europe doit aussi regarder vers le Sud. (...) Ce que les peuples d'Europe et du Monde attendent, c'est une Europe pôle de paix, de justice, de coopération avec le tiers monde. Ils attendent de l'Europe un autre modèle de relation que celui de la domination et de l'arrogance. C'est en défendant ce point de vue que l'Europe sera écoutée dans le monde. » (Sic !)

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

classe du prolétariat et des opprimés pour en finir avec les rapports sociaux capitalistes et leurs structures étatiques quelles qu'elles soient (nationales ou supranationales). Seule est *réellement progressiste* la lutte de classe pour la révolution socialiste, que le développement mondialisé des forces productives accompli par le capitalisme lui-même a rendue depuis longtemps et rend chaque jour davantage objectivement possible et historiquement nécessaire¹. Et seule est *réellement internationaliste* la lutte de classe qui s'inscrit d'emblée dans une perspective internationale d'union organisée des travailleurs d'Europe et du monde, avec l'objectif clair de la prise du pouvoir dans chaque État national, comme condition de la nécessaire internationalisation immédiate de la révolution socialiste, et en particulier des États-Unis socialistes d'Europe. C'est dans cet objectif clair que doivent être clairement avancés, dans les

¹ Bien évidemment, quelqu'un comme Lénine, par exemple, n'avait pas prévu que la révolution socialiste serait liquidée par la bureaucratie stalinienne et par là même reportée à une époque bien plus lointaine que ce qu'il espérait en tant que militant. Mais, théoricien marxiste, il n'en avait pas moins parfaitement compris que le capitalisme continuerait de se développer s'il n'était pas renversé à l'échelle mondiale, car il est dans la nature même de ce système de développer les forces productives pour réaliser l'accumulation. Ainsi écrit-il par exemple, dans un texte de décembre 1915 servant de préface à *L'Économie mondiale et l'impérialisme* de Boukharine (éd. Anthropos, 1971, p. 6) : « *Peut-on (...) contester qu'une nouvelle phase du capitalisme, après l'impérialisme, savoir : une phase de surimpérialisme, soit, dans l'abstrait, 'concevable' ? Non. On peut théoriquement imaginer une phase de ce genre.* » Bien sûr, Lénine ajoute que, à l'heure de la guerre impérialiste mondiale qui ouvre une période révolutionnaire, « *en pratique, si l'on s'en tenait à cette conception, on serait un opportuniste qui prétend ignorer les plus graves problèmes de l'actualité pour rêver à des problèmes moins graves, qui se poseraient dans l'avenir. En théorie, cela signifie qu'au lieu de s'appuyer sur l'évolution telle qu'elle se présente actuellement, on s'en distrait délibérément pour rêver.* » Il insiste néanmoins : « *Il est hors de doute que l'évolution tend à la constitution d'un trust unique, mondial, englobant toutes les entreprises sans exception et tous les États sans exception.* » Seulement, pense-t-il, « *l'évolution s'accomplit en de telles circonstances, à un rythme tel, à travers de tels antagonismes, conflits et bouleversements — non pas seulement économiques, mais politiques, nationaux, etc. — qu'avant d'en arriver à la création d'un unique trust mondial, avant la fusion 'surimpérialiste' universelle des capitaux financiers nationaux, l'impérialisme devra fatalement crever et le capitalisme se transformera en son contraire [en socialisme].* »

conditions particulières de la France, les mots d'ordre immédiats suivants :

• **Non à ce projet de Constitution européenne, qui n'est pas amendable !**

• **CGT, FO, FSU, UNSA, G10, prononcez-vous contre ce projet, exigez l'arrêt de sa discussion et de sa mise en œuvre ! Mobilisez les travailleurs, réalisez un front unique pour lui faire échec !**

• **PCF, LO, LCR, PT, vous prétendez être contre ce projet : utilisez vos positions syndicales, mobilisez vos militants, vos réseaux de sympathisants pour le combattre ensemble, pour le dénoncer auprès de l'opinion populaire et ouvrière, pour imposer le front unique des organisations ouvrières, pour lui faire échec ! Pour cela, cessez le double langage collaborationniste (PCF), la sous-estimation économiste de l'UE (LO), le souverainisme nationaliste (PT) et l'opportunisme « altermondialiste » « 100% à gauche » (LCR) !**

Marius Barberousse
et Ludovic Wolfgang

NON À LA DÉCENTRALISATION ET À LA RÉGIONALISATION IMPOSÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE ET PAR CHIRAC-RAFFARIN !

Le 1^{er} octobre, le Conseil des ministres de Chirac-Raffarin a approuvé un projet de loi sur la décentralisation et le transfert de compétences étatiques vers les collectivités territoriales, en particulier les régions.

Mauroy-Jospin et Chirac-Raffarin, main dans la main...

Ce projet, qui sera discuté au Sénat à partir du 28 octobre et à l'Assemblée nationale après le 14 novembre, reprend largement les conclusions du rapport de la commission présidée par Pierre Mauroy, qui avait été mise en place par Jospin, rassemblant des représentants de toutes les composantes de la gauche plurielle d'alors, ainsi qu'un certain... Jean-Pierre Raffarin. En particulier, ce rapport rédigé essentiellement par la gauche plurielle préconisait « la mise à disposition de l'ensemble des personnels techniciens, ouvriers et agents de services [de l'Éducation nationale], aux Régions et Départements pour l'exercice de leur compétence » (proposition 22) ; on sait que c'est en particulier contre ce transfert effectivement décidé par Chirac-Raffarin pour la rentrée 2004, que les personnels de l'Éducation nationale se sont massivement mobilisés en mai-juin dernier.

Que prévoit ce nouveau projet de loi ? Dans le cadre de la « loi constitutionnelle relative à l'organisation décentralisée de la République » adoptée par le Parlement le 17 mars 2003, et dans la continuité des deux projets de loi organique relatifs au « référendum local » et au « droit à l'expérimentation » adoptés le 16 juillet par l'Assemblée nationale, il vise officiellement à « transférer aux collectivités territoriales les compétences qu'elles paraissent le mieux à même de prendre en charge », au nom du « besoin de proximité » et du « souci d'adaptation aux réalités locales ». Il s'agit en réalité d'une application du principe de subsidiarité de l'Union européenne (cf. l'article précédent). Le texte prévoit de transférer la gestion de pans entiers de la vie économique et sociale : les infrastructures de transports aux régions, les routes aux départements ; des domaines majeurs de la santé et en particulier le financement des hôpitaux aux régions (via la généralisation des SROS, les Schémas Régionaux d'Orientation Sanitaire) ; les aides sociales, du RMI à l'aide aux personnes âgées en passant par les soins à la petite enfance, aux départements, promu « interlocuteurs uniques sociaux » ; la formation scolaire et l'orientation professionnelle aux régions, avec en particulier une aggravation de l'« autonomie des universités » et, à titre expérimental, une « autonomisation » des académies et des établissements du secondaire... Enfin, les articles 1 et 2 du

projet de loi prévoient de transférer aux régions la gestion de 238 millions d'euros d'aides de l'État « au profit des entreprises », ouvrant grand la porte à une multiplication des pots-de-vin...

Cette « décentralisation » mise en œuvre dans le cadre de l'Union européenne va ainsi conduire à une aggravation de la concurrence entre les régions et entre les départements, les charges pesant sur les collectivités territoriales étant inégales selon leur richesse et conduisant nécessairement à une augmentation des impôts locaux, à des baisses d'effectifs dans les services publics, à de fortes inégalités pour les usagers (diminution de la densité du maillage national, fin de la péréquation tarifaire...) et bien évidemment — c'est en fait le but ultime de l'opération — à la fermeture des services peu rentables et à la privatisation massive des autres. C'est bien ce qui s'est passé dans le cas célèbre de la décentralisation de l'Éducation nationale en Belgique dans les années 1990, qui a conduit à une baisse drastique du nombre d'enseignants et des budgets de l'école publique, entraînant un développement sans précédent des écoles privées pour les plus riches. En même temps, les garanties sociales nationales, en particulier le Code du travail et les statuts nationaux, seraient dans les faits de plus en plus vidés de leur contenu, ouvrant la porte à leur régionalisation, c'est-à-dire à leur destruction, aggravant la concurrence entre les travailleurs et atomisant leurs capacités de résistance collective. Enfin, à terme, en particulier avec le « droit à l'expérimentation », même l'égalité formelle des droits entre les citoyens serait mise en cause, notamment l'égalité en droit des enfants à l'école (principes de l'« école républicaine »).

...aux ordres du MEDEF, de l'OCDE et de l'UE

Les institutions internationales de l'impérialisme, le MEDEF et le gouvernement sont tous très clairs sur les objectifs de la décentralisation. Ainsi, selon l'UE, il faut avant tout « améliorer la compétitivité des régions en aidant les entreprises à étendre leurs activités, à créer des emplois et à augmenter leur rentabilité »¹. Et, pour l'OCDE, « les collectivités locales et régionales ont beaucoup à apporter face à la mondialisation. Elles peuvent élaborer des politiques à l'appui de la compétitivité. »² En conséquence, on lit dans le Rapport

¹ Site de l'UE : <http://europa.eu.int>, rubrique « Au service des régions ». Cette citation et d'autres reprises dans le présent article sont données dans l'article très complet et très juste « Décentraliser pour mieux privatiser » d'Augustin Balby paru dans *Prométhée*, revue de la Gauche communiste, 3^e trimestre 2003.

Mauroy que le but de la décentralisation est de permettre aux régions d'engager « la compétition économique avec leurs partenaires européens ». Et, selon Devedjian, ministre délégué « aux libertés locales » (ce titre même est tout un programme...) « la réforme de la décentralisation va permettre d'adapter l'appareil administratif français à l'évolution de la société. La France vient de passer au 30^e rang pour la compétitivité, et de bons esprits nous disent : ne changeons rien ! Si on les écoute, la France finira au dernier rang. » (*La Tribune*, 19 septembre 2002.) D'autre part, la décentralisation a expressément comme objectif de faire baisser les dépenses de l'État en particulier et les dépenses publiques en général : l'OCDE estime que, « du fait de l'aggravation des contraintes qui s'exercent sur les budgets publics, la décentralisation et l'initiative locale sont appelées à jouer un rôle accru » (Déclaration du 10 juin 2003). Dans un document du MEDEF intitulé « Pour une décentralisation au service de l'attractivité des territoires », on lit que « le nouveau chantier de la décentralisation doit être l'occasion de réduire les dépenses publiques de fonctionnement » et que « le double objectif de l'allègement des impôts et de la réduction des déficits public ne pourra être atteint que si l'État et les collectivités territoriales donnent désormais la priorité à la baisse des dépenses de fonctionnement ». Idée que l'État s'empresse de reprendre à son compte par la voix de la DATAR (Délégation à l'Aménagement du Territoire), pour qui « l'aménagement du territoire doit contribuer à la sauvegarde des équilibres fondamentaux, en particulier à la maîtrise des dépenses publiques (...) », conformément, précise le texte, aux traités européens (DATAR, *Une nouvelle politique de développement des territoires pour la France*, 29 janvier 2003).

La défense des intérêts des travailleurs passe donc par le combat intransigeant contre la décentralisation et la régionalisation, pour la défense des services publics et des acquis ouvriers. Il est dès lors du devoir des organisations ouvrières syndicales et politiques d'engager dans l'unité le combat sur la ligne suivante :

• Non à la participation des organisations syndicales à la concertation avec le gouvernement et à la mise en œuvre de la décentralisation !

• Abrogation de la « loi constitutionnelle relative à l'organisation décentralisée de la République » du 17 mars 2003 et des lois

² (Site de l'OCDE : www.oecd.org, rubrique « Mondialisation et autorités locales ».)

organiques sur le « référendum local » et le « droit à l'expérimentation » !

• Non au projet de loi sur la décentralisation du 1^{er} octobre 2003 !

• Annulation du transfert des personnels TOS aux collectivités !

• Non au projet de loi Ferry aggravant l'autonomie financière des Universités et la régionalisation des droits ! Retour au financement étatique des facultés, défense des diplômes nationaux !

• Défense de l'égalité des droits sur tout le territoire national ! Défense des services publics, du Code du travail national, des statuts nationaux et des conventions collectives nationales !

Nina Pradier

LA VICTOIRE DU « NON » À L'EURO EN SUÈDE : UNE DÉFAITE POUR LES BOURGEOISIES EUROPÉENNES

Le résultat sans appel du référendum suédois sur l'euro (56,1% de « non ») est une défaite pour toutes les bourgeoisies européennes, et par là même une victoire pour la classe ouvrière du continent. En effet, il exprime non pas une position « nationaliste », mais avant tout le rejet par les travailleurs de la politique maastrichtienne qui leur a été imposée par la droite comme par la gauche depuis plus de dix ans, et qui a provoqué de multiples attaques contre leurs acquis sociaux et les services publics.

Le premier acte en ce sens fut le transfert du budget des hôpitaux aux communes en 1992, sous un gouvernement de droite, alors que la Suède était candidate pour entrer dans l'Union européenne. Les charges étant trop lourdes, les communes privatisèrent les hôpitaux, ce qui se traduisit par la suppression de 100 000 emplois dans le secteur de la santé et une aggravation considérable des inégalités face aux soins. La social-démocratie s'était engagée à revenir sur cette décision : elle remporta les élections de 1994, mais n'en fit rien. En revanche, elle encouragea et accéléra la diminution des prestations de l'assurance maladie et la généralisation des fonds de pension, accompagnant la diminution moyenne du montant des retraites (qui chuta de 6 à 9% entre 1991 et 1995). De même, le gouvernement de droite avait créé 200 écoles privées subventionnées par l'État, au prix de coupes claires dans le budget de l'Éducation nationale (on estime à 10% la baisse du nombre d'enseignants par enfant au cours des dix dernières années) ; la social-démocratie avait juré d'abroger cette loi et de supprimer ces écoles privées ; mais, après 1994, elle en créa au contraire 500 de plus, avec le soutien du Parti de la gauche (ex-PC) ! De plus, les chemins de fer furent privatisés, vendus à une multitude d'entreprises différentes et, dans ce pays tout en longueur où l'habitat est très dispersé, 11 000 bureaux de postes furent fermés depuis l'an 2000 (parfois remplacés par des guichets dans les centres commerciaux) avec à la clé des milliers de suppressions d'emplois. Les banques et les entreprises se virent attribuer de généreuses subventions et les impôts des

riches furent allégés, tandis que les aides au logement, aux chômeurs, aux étudiants, aux réfugiés, etc., diminuaient dans des proportions considérables. En même temps, le chômage (4,5% de la population) et la pauvreté se développèrent, engendrant une montée des crimes et délits, à laquelle les couches aisées répondirent par la création de milices privées armées censées les protéger...

Dès lors, il n'est pas étonnant que les travailleurs aient massivement exprimé le rejet de cette politique en votant contre l'euro. Dans leur masse, ils ont parfaitement compris qu'il ne s'agissait en aucun cas d'un problème purement « monétaire », mais bien de dire leur colère contre l'utilisation par la bourgeoisie suédoise des armes politiques « européennes » pour détruire leurs acquis. Certes, une petite partie des votes s'explique pas le nationalisme réactionnaire de certains secteurs, notamment dans la petite bourgeoisie. Mais la grande majorité de ceux qui ont voté « non » au référendum sont des travailleurs conscients, tandis que ceux qui appelaient à voter « oui » étaient les représentants de la bourgeoisie. En effet, le patronat (à commencer par les dirigeants des multinationales comme Ericsson, Electrolux, Volvo...) a fait une campagne acharnée et extrêmement coûteuse pour le « oui », promettant que l'euro créerait des emplois et menaçant de délocaliser les entreprises si le « non » l'emportait. Toute la droite libérale et conservatrice a également fait campagne pour le « oui ». Enfin, la social-démocratie au pouvoir a mis tout son poids dans la balance, mobilisant notamment la bureaucratie syndicale de la confédération LO, dont la direction a appelé à voter « oui » malgré l'opposition de deux syndicats confédérés sur trois (80% des travailleurs sont syndiqués en Suède, soit 2 millions dans un pays qui compte 9 millions d'habitants). Quant au Parti de la gauche (ex-PC), tout en continuant de soutenir la social-démocratie au pouvoir, il s'est certes prononcé pour le « non », mais il n'a eu de cesse d'expliquer pendant la campagne que la victoire du « non » n'aurait aucune conséquence sur la politique du

gouvernement... Seuls les Verts et l'extrême gauche ont réellement fait campagne pour le « non », ainsi qu'une fraction de la social-démocratie.

Le vote « non » a donc été massivement un vote de résistance sociale, un vote de classe. « *La Suède s'est déchirée à l'horizontale, entre le haut et le bas, entre les élites et le peuple* », analyse, amer mais lucide, *Le Figaro* du 16 septembre. En particulier, notait le même journal la veille, dans ce pays où les femmes sont nombreuses à travailler et ont derrière elles une très forte tradition de lutte pour leur émancipation, elles ont massivement voté « non » (à 65%) car, « *avec une monnaie unique et, à terme, une fiscalité harmonisée, les Suédoises sont inquiètes pour leurs avantages sociaux — un an de congé de maternité, des crèches bien organisées — qui sont la contrepartie de leurs impôts élevés. Elles redoutent également des coupes claires dans le secteur public qui les emploie* ». Les fonctionnaires, les travailleurs syndiqués et les jeunes ont voté « non » dans des proportions analogues. Enfin, un adhérent du parti social-démocrate sur deux a également voté « non », contre la consigne de la direction. Bien sûr, cette défaite de la bourgeoisie ne signifie pas que les coups portés contre la classe ouvrière suédoise vont se faire moindres dans la prochaine période, tout au contraire : ici comme ailleurs, il n'y a pas d'autre solution pour le prolétariat suédois que la résistance sociale par sa mobilisation autonome, par la grève générale et la construction d'une alternative politique à la social-démocratie faillie et à son suppôt de gauche ex-stalinien, ce qui suppose la construction d'un véritable parti communiste révolutionnaire. Cependant, la victoire du « non » au référendum montre que les travailleurs d'Europe ne veulent pas de cette politique imposée au nom de la « construction européenne », et qui n'est en fait rien d'autre que le moyen privilégié par lequel les bourgeoisies mènent aujourd'hui leur *lutte de classe politique* contre la classe ouvrière.

Nina Pradier

Sur quel pied européen danse Lutte ouvrière ? (Note sur LO, le référendum suédois et la Constitution européenne)

L'interprétation que l'organisation française Lutte ouvrière donne du résultat du référendum suédois est beaucoup moins lucide que celle du *Figaro* et de la bourgeoisie européenne en général. Elle soutient, en effet, que la victoire du « non » ne serait pas une défaite de la bourgeoisie, un point d'appui pour la résistance des travailleurs, mais traduirait au contraire un manque de conscience de la classe ouvrière suédoise, victime d'une tentation de repli nationaliste sur la monnaie nationale, la couronne. En effet, explique doctement, non sans un certain mépris pour la classe ouvrière, cette organisation qui avait appelé à l'abstention lors du référendum sur Maastricht en France en 1992, « pas plus la défense du 'modèle suédois' que le maintien de la couronne ne permettront à la classe ouvrière d'être mieux armée pour faire face aux attaques à venir. En Suède comme partout, la bourgeoisie cherche à s'attaquer au coût du travail, 'trop élevé' à son goût, c'est-à-dire en fait au niveau de vie des travailleurs. (...) Aujourd'hui, pour la bonne marche de ses affaires au niveau international, la bourgeoisie estime qu'il vaudrait mieux qu'elle intègre la zone euro. C'est un problème qui ne concerne que les capitalistes, petits et grands. Pour les travailleurs conscients, le problème est tout autre : qu'elles soient exprimées en euros ou en couronnes, il est de savoir où vont les richesses qu'ils créent, et de peser pour que la répartition ne s'effectue pas toujours plus en défaveur de la classe ouvrière. C'est une question de rapport de forces, de capacité de la classe ouvrière à se défendre, mais aussi de conscience. Et il est bien dommage que personne, à l'occasion de la campagne électorale qui vient d'avoir lieu, n'ait dénoncé le faux choix entre deux options bourgeoises — entre le repli nationaliste et l'intégration plus poussée dans l'Europe du capital — pour mettre en avant sans ambiguïté une perspective de défense des intérêts de classe des travailleurs. » (*Lutte ouvrière*, 19 septembre, p. 8.) En un mot, LO justifie comme à l'accoutumée par des généralités son refus de mener le combat politique dans les situations concrètes et d'infliger une défaite à la bourgeoisie — tout en ne proposant d'ailleurs pas d'autre « perspective » à la lutte de la classe ouvrière que celle, purement réformiste, d'un meilleur « partage des richesses » ! — Au demeurant, on se demande bien pourquoi ce type d'argumentation n'a pas été repris lors du vote des députées de LO au Parlement européen sur le projet de Constitution européenne : en effet, elles ne se sont pas abstenues, mais elles ont (à juste titre) voté contre, expliquant que, « par-delà les détails de ses formulations, elle est destinée à être un des fondements juridiques des lois destinées à préserver l'ordre social existant et à assurer les privilèges des possédants. Notre rejet de la Constitution européenne ne signifie en rien la repliement sur la Constitution nationale, tout autant conçue pour défendre la propriété bourgeoise et l'exploitation. » Très bien ! Mais alors, pourquoi LO ne tient-elle pas un discours analogue au sujet du référendum suédois ? Pourquoi A. Laguiller et ses camarades seraient-elles « conscientes » des « intérêts de classe des travailleurs » quand elles votent contre la Constitution européenne, alors que les travailleuses et travailleurs suédois votant contre l'euro ne le seraient pas ?

Dernière minute : si l'on en croit *Rouge*, journal de la LCR, en date du 10 octobre, LO a choisi de renouveler son opération de 1992 en refusant de faire campagne contre la Constitution européenne, notamment à l'occasion des élections européennes. Nouvelle preuve que la campagne « commune » LO-LCR risque bien de se réduire à des généralités vagues... Nous y reviendrons dans le prochain numéro. (N.P.)

FORUM SOCIAL EUROPÉEN : ENTRE ILLUSION ET COLLABORATION

Le Forum social européen (FSE) aura lieu du 12 au 16 novembre à Paris, Saint-Denis (93), Bobigny (93) et Ivry (94). Après le succès du rassemblement du Larzac au mois d'août, les organisateurs attendent des dizaines de milliers de personnes, dont plusieurs milliers de participants étrangers (le FSE de Florence à l'automne 2002 avait rassemblé 60 000 personnes venues de plusieurs dizaines de pays). Il sera structuré autour de cinq thèmes : « contre la guerre ; contre le néolibéralisme ; contre la logique du profit ; contre la marchandisation ; contre le racisme et l'Europe forteresse ». Ses principaux organisateurs officiels sont ATTAC, la Confédération paysanne, les syndicats de salariés et les ONG.

Le FSE refuse le combat politique pour le pouvoir...

Mais en fait, la direction politique comme la préparation technique est assurée tout autant sinon plus par le PCF, les Verts, la LCR, Socialisme par en bas (Speb), etc., qui mobilisent pour l'occasion tous leurs militants. Cela n'est qu'officieux car le FSE interdit aux partis politiques d'y participer en tant que tels, au nom d'un « refus de la récupération » d'autant plus hypocrite que celle-ci doit précisément passer dès lors par des chemins cachés ; ce qui correspond d'ailleurs aux vœux des organisations

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

politiques en question, comme par exemple le PCF, qui explique : « Pour notre part, nous jugeons dépassée la conception qui confère aux partis politiques la mission de proposer un prolongement politique au mouvement social depuis l'extérieur. D'où la proposition que nous faisons à toutes les forces qui aspirent à résister efficacement à la droite et à construire l'alternative politique, de lieux d'action et de débats permettant aux citoyennes et aux citoyens, aux militantes et militants de syndicats, d'associations, d'appels citoyens, d'être saisis dans la transparence, en confrontation avec les formations politiques, de toutes les questions à résoudre : contenu des choix à faire et configuration politique pour les mettre en œuvre, inclus les types de rassemblement lors des élections. » (Rapport de Gilles Garnier au Conseil national du PCF le 27 juin 2003.)

Cette manœuvre du FSE permet ainsi d'attirer notamment les jeunes qui se méfient des partis politiques discrédités suite à des années de gestion loyale du capitalisme par la « gauche », tout en imposant d'emblée au « mouvement » les limites très strictes d'un « contre-pouvoir », afin de ne surtout pas permettre aux travailleurs et aux jeunes qui y

participent de prendre conscience de la nécessité d'une perspective politique authentique, c'est-à-dire d'une perspective de conquête du pouvoir, donc une perspective de parti et de front politique de combat. En particulier, quelle que soit par ailleurs leur orientation, le refus commun des principaux organisateurs du FSE de présenter des candidats « altermondialistes » aux prochaines élections politiques montre qu'ils n'entendent absolument pas disputer le terrain des choses sérieuses aux partis de la gauche plurielle, mais qu'ils limitent leurs ambitions à essayer de « convaincre », par l'organisation de « débats », la projection de films, etc., l'opinion publique en générale et les « décideurs » économiques et politiques en particulier (les entreprises soi-disant attachées à l'« économie solidaire », les élus de tous bords¹, les institutions internationales...) de « prendre conscience » de ceci ou de cela et de faire ceci ou cela²...

¹ Rappelons que le groupe des parlementaires français d'ATTAC recrute à la fois au PCF, au PS, chez les Verts et à l'UDF !

² C'est dans ce cadre qu'il faut replacer le tintamarre qu'a organisé le PCF sur la prétendue victoire qu'il aurait obtenue

Le mouvement altermondialiste rêve d'un capitalisme à visage humain...

Ainsi, José Bové, président de la Confédération paysanne et principale figure médiatique du mouvement altermondialiste a affirmé à Cancun que son but était de « *mettre le gouvernement sous contrôle citoyen* » ; il ne s'agit donc pas de le combattre, de le vaincre. De son côté, Jacques Nikonoff, président de l'association ATTAC (principal centre organisateur officiel du FSE) et par ailleurs membre de la direction du PCF, souhaite seulement que l'altermondialisme devienne « *un acteur majeur dans le débat d'idées social et politique* » (*Libération*, 18 août) ; il va jusqu'à prôner des « *systèmes de pare-feu* » afin de « *décourager les groupuscules* » qui tenteraient de politiser excessivement le mouvement et de le radicaliser (Nikonoff semble ne craindre rien tant que ce qu'il appelle l'« *extrême gauche* », suivi en cela certes pas par la totalité, mais bien par la majorité de la direction et des cadres d'ATTAC, comme l'a prouvé l'Université d'été de cette association en août). De manière générale, quel est le programme d'ATTAC, qui a été fondée il y a cinq ans par les rédacteurs d'organes de presse comme le *Monde diplomatique* et par des militants « *critiques* » de la gauche plurielle, des chrétiens de gauche, des syndicalistes ? C'est avant tout, depuis l'origine, l'instauration d'une simple taxe ridicule sur les transactions financières (conçue comme régulatrice du système financier international),

lorsque Giscard a intégré à son projet de Constitution européenne le droit d'adresser des pétitions aux instances de l'UE : « *Un grand absent dans le projet de la commission de Giscard d'Estaing : le peuple. À la demande des députés du groupe GUE-NGL, une concession de dernière minute a permis l'inscription du droit de pétition auprès de la commission européenne. C'est un premier pas, nous saurons nous servir de ce levier pour faire entendre les revendications des Européennes et des Européens sur tous les sujets.* » (Rapport déjà cité de Gilles Garnier.) Le simple « *droit* » d'envoyer des feuilles de papier signées à une poignée de technocrates capitalistes serait donc une victoire pour les travailleurs et rendrait « *le peuple* » plus « *présent* » dans le projet de Giscard ! En essayant ainsi de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, le PCF espère-t-il faire croire aux travailleurs que le projet de Constitution européenne serait amendable ?

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

base sur laquelle s'est développée un programme plus général qui se veut très « *savant* » et qui se ramène dans les faits à une critique des excès du capitalisme mondialisé, à une exigence d'un moindre libéralisme et d'un retour à certains préceptes du « *keynésianisme* », au rêve d'une plus grande « *transparence* » et d'une « *démocratisation citoyenne* » des institutions internationales et à l'utopie elle aussi très savante d'une plus grande équité dans le commerce international... L'association ATTAC, qui revendique aujourd'hui 22 000 cotisants (ces derniers n'ayant d'ailleurs pas le droit de démettre « *leurs* » dirigeants, qui sont statutairement indéboullonnables sous prétexte qu'ils en sont fondateurs...) a milité pour transformer le nom du mouvement « *antimondialisation* », parti notamment de la mobilisation anti-OMC de Seattle en 1999, en un plus sage « *altermondialisme* » ; l'absence de tout adjectif épithète signifie clairement qu'il n'est de toute façon de mondialisation concevable pour ces gens-là que capitaliste — sinon, bien sûr, celle qui existe en fait, du moins « *une autre* », tout aussi capitaliste, mais plus « *humaine* »...

Ainsi, après la conférence de Cancun, Nikonoff a-t-il prié pour « *une évaluation indépendante et contradictoire des politiques de l'OMC menées depuis 1995. (...) Nous demandions, avant la réunion de Cancun, un moratoire sur les négociations. Les études disponibles montraient que l'écart entre les pays riches et les pays pauvres ne cessait de croître. Il fallait donc arrêter le massacre.* » Pour ce faire, Nikonoff a une solution toute... imaginaire : « *Il faut imaginer un tout autre système de régulation du commerce international.* » Quant aux ONG proprement dites, qui jouent elles aussi un rôle moteur dans les forums sociaux, les françaises les plus importantes sont regroupées dans une sorte de consortium (Act Up, Agir ici, CCFD, Coordination Sud, Greenpeace, Solagrail...) qui, après la conférence de l'OMC de Cancun, a publié un communiqué demandant de placer « *le système commercial multilatéral au service du développement durable* » et faisant des « *propositions* » pour que « *la hiérarchie des normes internationales (soit) reconsidérée pour donner toute leur place aux droits de l'homme et à la protection de l'environnement* » ; et Greenpeace a précisé qu'elle souhaitait, « *de manière urgente* », « *la convocation*

d'une conférence internationale ayant pour mandat de définir les conditions et la modalité de construction d'un système de commerce équitable » ; conférence qui devrait se tenir « *sous les auspices d'une institution neutre, de préférence l'Organisation des nations unies* » (*Politis*, 18 septembre, p. 6). L'ONU, institution neutre soucieuse de commerce équitable et des droits de l'homme ? Les Irakiens qui ont par sa faute été empêchés pendant douze ans de se soigner et de se nourrir *ne fût-ce que par l'intermédiaire d'un commerce inéquitable* apprécieront — sauf les 1,5 millions qui en sont morts. (*Sur la nature réelle de l'ONU, cf. dans le précédent et dans le prochain numéro du Cri des travailleurs, les articles de Paul Lanvin.*)

Enfin, rappelons que les organisateurs du FSE sont réunis dans un « *Comité d'initiative français* ». Le règlement de celui-ci prévoit que « *les organisations françaises qui souhaitent participer au processus de préparation du FSE doivent d'abord faire partie du Comité d'initiative français* ». Mais pour cela, « *il faut signer l'appel du Comité d'initiative* ». Or la charte des principes du FSE est très claire : « *Il s'agit de faire prévaloir une mondialisation solidaire, il faut dépasser la domination du capital, renforcer les initiatives d'humanisation en prônant la participation aux instances internationales.* » Il va donc de soi qu'une organisation révolutionnaire digne de ce nom ne saurait cautionner un pareil cadre, ni renoncer à le dénoncer publiquement, fût-ce sous le prétexte opportuniste avancé par certains de s'intégrer dans « *le mouvement* ».

Le FSE, adversaire... ou instrument de l'Union européenne ?

En fait, le mouvement altermondialiste est un fervent partisan de la « *construction européenne* ». Bien sûr, il se bat pour « *une autre Europe* », il dénonce l'« *Europe libérale* » et la « *marchandisation* » des services publics. Cependant, quelle alternative propose-t-il en fait ? Rien d'autre que de faire de l'Union européenne le chef de file international d'une alternative au « *modèle* » américain de la mondialisation — après y avoir bien évidemment injecté un contenu « *social* ». Ainsi lit-on dans la *Déclaration du Comité français d'initiative pour le FSE 2003* : « *Les propositions à avancer et les*

mobilisations à mettre en œuvre au niveau européen doivent s'opposer à la logique qui fait du marché et de la concurrence les éléments centraux de la construction européenne. Il s'agit d'affirmer, non seulement la nécessité d'une Europe démocratique des citoyens et des peuples, mais aussi d'en démontrer la possibilité et d'esquisser les voies et les moyens de sa réalisation. Ces réflexions et les propositions qui en découlent devraient avoir une résonance particulière à la veille du nouvel élargissement de l'Union et alors que le résultat des travaux de la Convention sera mis en débat. » Ainsi, au lieu d'engager un combat intransigeant contre l'UE et le projet de Constitution, le FSE inscrit ses travaux dans le cadre de la « construction européenne » et du « débat » sur le texte de Giscard, avec l'objectif exprès de « formuler des propositions concrètes ». De même, ATTAC accepte le projet de Constitution comme un cadre incontournable, et invite tous ses adhérents « à faire parvenir la liste des points majeurs qu'ils exigent de voir figurer dans le futur traité constitutionnel », précisant pour ceux qui n'auraient pas bien compris que « chacun (doit) faire la part entre, d'une part, ce que (ce traité) comportera de contraintes impossibles à modifier et, d'autre part, ce qu'il laissera éventuellement comme espaces pour la création de dynamiques sociales ». (*Vers un traité constitutionnel européen, premières analyses d'ATTAC*, 24 septembre 2003.) Quant au PCF, il voudrait carrément officialiser la méthode du FSE pour préparer l'adhésion des États candidats à l'UE : « Nous pensons qu'il faut avant l'adhésion associer plus les citoyens et les citoyennes au débat et à la décision. Ouvrir des lieux de concertation et d'intervention de la société civile et des organisations syndicales en amont de l'adhésion. » (Rapport déjà cité de G. Garnier, 27 juin 2003.)

Le Forum syndical européen de la CES au service de l'UE et du projet de Constitution de Giscard

De leur côté, les syndicats français, qui se sont portés aux premiers rangs pour préparer le FSE proprement dit, organisent le 12 novembre « en lien avec le FSE un forum syndical ouvert » (site FSE, 14 août), sous l'égide de la Confédération européenne des syndicats (CES) et Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

coordonné par J.-M. Joubier, de la CGT. Tous les syndicats français membres de la CES (CGT, CFDT, FO), ainsi que la FSU et le G 10, y participeront. Or, *qu'est-ce que la CES ?* Dans une brochure dont le titre pose justement cette question, et qui a été distribuée aux délégués du congrès de cette organisation au printemps dernier à Prague, le secrétaire général sortant, Emilio Gabaglio, « syndicaliste » catholique (« je dois à l'Église mon éveil au militantisme et à l'action collective pour le bien commun », dit-il de lui-même), explique clairement que la CES est devenue dans les années 1990 une institution ouvertement collaboratrice de l'Union européenne : selon lui, grâce au protocole social qu'il se vante d'avoir fait intégrer dans les traités européens (la « Charte des droits fondamentaux » — c'est-à-dire en fait des « garanties » *a minima* — intégrée dans le Traité de Nice et repris dans le projet de Constitution européenne), « les partenaires sociaux deviennent co-régulateurs dans le processus décisionnel... un rôle supranational, semi-législatif (leur) est garanti. (...) La concertation sociale est véritablement instituée, et un mode de gestion euro-corporatiste a vu le jour ». On sait que cette notion de « corporatisme » fait référence directement à la doctrine sociale de l'Église, élaborée à la fin du XIXe siècle contre le syndicalisme ouvrier (encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII, 1893) et selon laquelle les patrons et les ouvriers ont en dernière analyse des intérêts identiques, devant dès lors réaliser l'« association capital-travail » ; on sait aussi que cette doctrine fut appliquée par les régimes fascistes, notamment en Italie sous Mussolini et en France sous Pétain, avec la création de syndicats dits « verticaux » associant effectivement les patrons et les ouvriers¹.

¹ Source : brochure « *Qu'est-ce que la CES ?* », citée dans *L'Ouest syndicaliste*, journal de l'UD-FO de Loire-Atlantique, septembre 2003 ; précisons que cette UD est dirigée par les militants lambertistes du CCI-PT qui, toujours très bien informés en la matière, dénoncent correctement l'intégration corporatiste des syndicats ouvriers à l'État et de la CES à l'UE... tout en couvrant Blondel, y compris son rôle de briseur de la montée vers la grève générale en mai-juin... dont l'échec incomberait, selon *L'Ouest syndicaliste*, au seul Bernard Thibault, alors que, « si Force ouvrière n'existait pas, il faudrait l'inventer » (sic, éditorial du « révolutionnaire » (!) Patrick Hébert dans le même numéro...) — Sur la partition propre jouée par FO en mai-juin

Or, adaptée à notre temps, cette doctrine prend la forme de l'intégration des organisations syndicales aux décisions législatives des États nationaux bourgeois et tout particulièrement de l'Union européenne. Lors de son dernier congrès, la CES a adopté entre autres des résolutions l'engageant devant l'Éternel à « œuvrer en faveur d'un gouvernement économique européen (...) préservant la stabilité (...) pour répondre aux objectifs stratégiques fixés par l'Union, notamment le sommet de Lisbonne (...) ne pas imposer de nouvelles contraintes en plus des critères de Maastricht aux États-membres les plus endettés » (c'est-à-dire à œuvrer pour la bonne application de ces critères-là — résolution 2-b-19-20-21), à « anticiper et gérer en tenant compte du défi de la restructuration dans les secteurs et branches spécifiques » (cogestion du capitalisme, 2-h-59), à « contribuer à un renforcement de la compétitivité européenne » (sans commentaire, 2-a-5), à « renforcer les services d'intérêt général et les services publics à tous les niveaux en s'appuyant sur un financement adéquat » (refus de défendre le principe des services publics, 1-e-12), à « garantir [pour les retraites des salariés, NDR] des systèmes de sécurité durables et promouvoir (...) le développement de sources de financement additionnelles ou alternatives de financement » (appel à des fonds de pension, 2-d-30) et enfin à veiller à ce que « les conventions collectives (soient) toujours reconnues comme un moyen d'appliquer la législation européenne » (c'est-à-dire que les droits sociaux devraient être subordonnés aux lois européennes dont le but explicite est au contraire la libre concurrence maximale et la déréglementation ; résolution 1-g-15).

Dès lors, c'est en toute logique que la CES a salué le projet de Constitution de Giscard. « *Aux yeux de la CES*, a-t-elle écrit dans un mémorandum adressé à la présidence de l'UE, *la Convention européenne a présenté un avant-projet de traité constitutionnel, qui, dans le contexte politique actuel, représente un remarquable pas en avant vers une Union européenne plus efficace, plus démocratique et, dans une certaine mesure, plus proche des préoccupations et aspirations des citoyens et des citoyennes.* (...) »

et la couverture que lui a assurée le PT, cf. le numéro spécial de bilan du Cri des travailleurs n°6-7, juin-juillet 2003.)

L'Europe a besoin d'une gouvernance économique renforcée, fondée sur l'application intelligente des dispositions du traité actuel. » Et elle a annoncé expressément qu'elle « s'opposerait vigoureusement à toute tentative de (le) remettre en question ». Pour soutenir ce projet, la CES avait décidé dès juillet d'organiser une grande manifestation européenne, annonçant dans un communiqué du 23 juillet : « *La CES organise une grande manifestation le samedi 4 octobre à Rome qui coïncidera avec la Conférence intergouvernementale sur la Constitution de l'Europe.* »¹ Lors de cette manifestation (qui a rassemblé notamment les représentants de tous les syndicats français), le nouveau secrétaire général de la CES, John Monks, a déclaré « *Aujourd'hui, nous manifestons pour l'avenir, un avenir où l'Europe doit refléter ces valeurs. C'est le cas du projet rédigé par la Convention.* » À vrai dire, la CES aurait tort de cracher dans la soupe : elle est reconnue par l'Union Européenne comme « partenaire social » officiel représentant toutes les confédérations nationales qui en sont membres et le projet de Constitution semble tailler à sa mesure collaborationniste : on y lit, par exemple, qu'« *un État membre peut confier aux partenaires sociaux, à leur demande conjointe, la mise en œuvre des lois-cadres européennes. (...) Dans ce cas, il s'assure que, au plus tard à la date à laquelle une loi-cadre européenne doit être transposée, les partenaires sociaux ont mis en place les dispositions nécessaires par voie d'accord (...)* » (article III-104). Il n'y a donc aucun doute à avoir sur la nature et la fonction intégralement réactionnaire de ce pur et simple rouage de l'UE qu'est la CES, organisatrice du Forum syndical européen lié au FSE.

CES et FSE, main dans la main

Cependant — dira-t-on — la CES n'est-elle pas que la fraction la plus à droite du FSE ? En fait, on ne saurait en sous-estimer l'importance, d'abord parce qu'elle confédère, encore une fois, les principales centrales syndicales d'Europe, ensuite parce que son rôle est dirigeant dans divers regroupements d'organisations collaborationnistes de toutes sortes. Ainsi, en 2002, la CES a constitué un « *groupe de contact de la société*

civile » avec « *quatre familles d'ONG* », « *avec une coordination à tous les niveaux national, régional, local* », pour « *représenter la société civile* » auprès de la « *Convention* » de Giscard et participer ainsi à l'élaboration du projet de Constitution. De plus, les partis de la « *gauche plurielle* », en particulier le PCF, s'intègrent totalement dans le cadre de la CES : « *Félicitons-nous, déclarait carrément Gilles Garnier devant le Conseil national du PCF le 27 juin, des euro-grèves et des euro-manifestations organisées par la CES qui ont sensibilisé les peuples à l'existence de propositions alternatives, pour qu'existent des projets de coopération entre les différents services publics, pour que les comités d'entreprise européens voient leurs droits élargis, pour que la Charte des droits fondamentaux puisse servir de base à la préfiguration d'une Europe sociale et, surtout, pour la paix. En bref, félicitons-nous de l'entrée sur la scène européenne d'acteurs essentiels et pourtant oubliés depuis le départ dans la construction européenne : les peuples. Sachons, nous communistes, ne pas être en retrait de cette aspiration qui monte qui a pour nom Forum Social Mondial et Forum Social Européen.* » Enfin, de manière générale, les organisateurs du FSE ne perdent pas une occasion de rappeler expressément leur amitié pour la CES. Par exemple, le 4 octobre à Rome les « *altermondialistes* » organisaient leur propre manifestation en même temps que celle de la CES ; or, soucieux d'éliminer tout malentendu, Fausto Bertinotti, notamment, qui est secrétaire général du Parti de la refondation communiste italien (réputé être nettement « plus à gauche » que le PCF), a tenu à déclarer que « *ces deux manifestations vont comme deux grands fleuves qui convergent vers la mer de la construction d'une autre Europe* »². D'ailleurs, les uns et les autres s'étaient retrouvés la veille, à l'Université de Rome, pour préparer ensemble le FSE, le même Bertinotti expliquant : « *Dans la phase actuelle de l'élaboration de la Constitution européenne, il y a 400 millions de personnes qui doivent en être les protagonistes. Les altermondialistes ont bien appréhendé le sens historique de l'opération et ont décidé d'entrer dans l'arène constituante parce que ce sont eux — les mouvements sociaux,*

² Cette déclaration et la suivante sont citées dans *Informations ouvrières* (journal du PT) du 8 octobre, p. 2.

les pacifistes, les immigrés, les femmes — qui constituent l'Europe. »

Le FSE soutenu et... financé par Chirac-Raffarin

Dès lors, on ne s'étonnera pas si les gouvernements impérialistes et leurs amis financent les forums sociaux. Déjà les deux Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre avaient été soutenus et financés par rien de moins que l'Église catholique, la Banque mondiale et plusieurs multinationales, tandis que les représentants de la droite française et de la « *gauche plurielle* » qui était alors au gouvernement y avaient participé. De même, le contre-sommet d'Évian en juin dernier avait bénéficié d'un cadeau rondelot d'un million d'euros offert par Chirac pour installer le « *village* » d'Annemasse... ce même Chirac qui fut l'une des principales figures de ce sommet du G 8 qu'il s'agissait de dénoncer... En août, Raffarin a reçu les chefs altermondialistes, dans le cadre des préparatifs de la conférence de l'OMC à Cancun. À l'issue de celle-ci, il a déclaré qu'il fallait « *promouvoir une vision française des échanges qui soit aussi l'expression des valeurs traditionnelles de la France* » ; et Nikonoff n'a pas hésité à dire pour sa part : « *On a entendu des mots qui font plaisir. Il faut maintenant que les décisions soient conformes au discours* » (*L'Humanité*, 3 septembre). Raffarin donnant du plaisir à Nikonoff, est-ce si étonnant ? Il est dans la nature même d'ATTAC de se contenter de fait du lobbying pour « *convaincre* » les décideurs sans les combattre ; et ces derniers savent lui en être reconnaissants, ainsi qu'à tous les organisateurs du FSE : Matignon leur a offert 250 000 euros, les Affaires étrangères autant, sommes qui viennent s'ajouter à toutes les subventions que le PCF et la gauche plurielle lui ont fait verser par les municipalités et les conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne qu'ils contrôlent. Ce sont ainsi 85% des fonds du FSE qui viennent de la poche des contribuables — que l'on « *associe* » de la sorte malgré eux à la grande aventure du « *contrôle citoyen* » et de la « *transparence* » !

Quelle doit être l'attitude des révolutionnaires face au FSE ?

Parmi les organisations qui se réclament du communisme révolutionnaire, les positions les plus

¹ *L'Ouest syndicaliste*, septembre 2003.

diverses et même les plus antagoniques sont représentées.

CCI-PT et LO d'un côté...

Pour le CCI-PT lambertiste, qui dénonce souvent de manière correcte les dirigeants d'ATTAC, de la CES et du FSE, mais qui est aussi un spécialiste de l'amalgame, le simple choix pour une organisation quelconque de participer au FSE en fait un agent pourri de l'Union européenne, donc de l'impérialisme américain. De son côté, LO estime que les participants au mouvement altermondialiste ne sont que des petits bourgeois réformistes, qui ont en fait avant tout le tort de n'être pas habillés de bleus de chauffe — comme si le fait que les participants de ce type de rendez-vous ne sont, en effet, pas des prolétaires interdisait de partir à la conquête de leur conscience politique. En conséquence, ces deux organisations, *tout en critiquant à juste titre le cadre même du FSE et l'orientation de ses dirigeants*, abandonnent à leur triste sort les milliers de travailleurs et de jeunes qui se rendent, pleins d'illusions, mais enthousiastes, aux rendez-vous altermondialistes ; par ce « superbe » auto-isolement, ils se coupent encore davantage qu'ils ne le sont du mouvement réel de larges fractions de la jeunesse et de certaines catégories de travailleurs révoltés et radicalisés, qui recherchent plus ou moins confusément les voies du véritable combat anti-capitaliste. En fait, ils renoncent, ici comme ailleurs quoique sous une autre forme, à mener le *combat politique* pour arracher ces fractions des rets réformistes et collaborationnistes du mouvement altermondialiste. La raison fondamentale en est que *le PT comme LO n'ont de toute façon aucune alternative à l'altermondialisme à proposer*; aucun projet politique marxiste révolutionnaire : le PT appelle à « *défendre la nation* » française menacée d'être pulvérisée par l'UE et couvre en attendant au jour le jour la direction de FO ; et LO, revenue de l'enthousiasme béat et dépolitisé qui l'avait habitée de mai à septembre, est retombée dans sa morne mécanique sempiternelle, répétant sans conviction, semaine après semaine, qu'un jour viendra où tout cela changera — et appelle à préparer en attendant les prochaines élections (*nous reviendrons sur cette question de l'alliance électorale LO-LCR dans notre prochain numéro*).

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

... Speb et LCR de l'autre

À l'autre extrême, une organisation comme *Socialisme par en bas* (Speb), se caractérise par un état de surexcitation et de transe permanent, voyant dans le mouvement altermondialiste rien de moins qu'un « *mouvement anticapitaliste* », voire le labour de la révolution mondiale. Le numéro de septembre de *L'Étincelle* caractérise ainsi le rassemblement du Larzac (où elle a compté évidemment 350 000 personnes...) comme étant tout simplement un « *événement politique historique* » et « *le plus grand événement anticapitaliste que nous ayons connu* ». Au moins ! Bien sûr, il y a nécessairement pour Speb, quoi qu'il arrive, une « *radicalisation croissante du mouvement* », ce qui n'empêche pas cette organisation d'estimer que... « *José Bové est devenu le symbole de l'opposition à la droite* ». Ce même José Bové dont on se souvient qu'il limite pourtant très expressément ses ambitions à « *mettre le gouvernement sous contrôle citoyen* »... Pour Speb, « *tout le monde parle de la nécessité d'une alternative politique* » : que le prolétariat et les travailleurs salariés (car on imagine mal que Speb exclut ces catégories de « tout le monde ») puissent « *parler de la nécessité d'une alternative politique* » sans avoir pourtant commencé à construire un nouveau parti politique pour remplacer les anciens partis ouvriers traditionnels faillis en lesquels ils n'ont plus confiance (PS et PC), voilà une nouvelle étonnante ! Si c'était vrai, ce serait contraire à tout ce que pensaient Marx, Lénine, Trotsky et même Luxembourg (eh oui !), pour qui il n'y avait pas de conscience de classe politique du prolétariat sans parti communiste révolutionnaire (quelles que soient les conceptions divergentes que ces penseurs se faisaient du parti). Speb, allant jusqu'au bout de l'idéologie mouvementiste, en arrive à ne plus voir que l'aspect quantitatif des choses, qui est le plus superficiel : « *Plus le FSE sera grand, lit-on dans L'Étincelle, plus le FSE sera 'rouge' !* » Comme par enchantement, bien sûr ! Et peu importe que, comme Speb ne manque certes pas de le souligner, les dirigeants d'ATTAC et du FSE soient des réformistes et des collaborationnistes — alors même que ce dont il s'agit, c'est bien non « *pas d'humaniser* », de « *réguler* » le capitalisme, mais bien de l'abattre » : aussitôt cette remarque faite, elle est

oubliée dans le feu du mouvement, l'obstacle des appareils a disparu comme par miracle et il n'y a plus qu'à retrousser ses manches pour rassembler tout le monde : « *Il faut multiplier les Forums sociaux locaux (FSL) ou des comités de mobilisations qui permettent de rassembler les différents fronts de lutte (coordinations interpro, collectifs anti-guerre, Palestine...), différentes associations, organisations, syndicats, collectifs de lutte et individus* » ; car, en soi, par ses propres vertus cachées, Nikonoff ou pas, CES ou pas, PCF ou pas, « *la réussite du FSE* » (c'est-à-dire d'abord son succès en nombre, comme on l'a vu) « *peut (...) commencer à faire émerger une alternative politique à l'échelle de l'Europe* ». Mais au fait, quelle alternative, exactement ? « *Pour nous*, répond Speb, *ce qui s'est passé cette année signifie qu'il faut encore plus de révolutionnaires, non seulement pour virer la droite mais pour changer enfin la société.* » A-t-on jamais vu tarte à la crème aussi dépolitisée ? — Mais finalement, quelle est la conséquence pratique, l'aboutissement logique, mécanique, de cette orientation ? Speb a décidé de se fonder dans quelques semaines dans... la LCR, afin certainement de *fluidifier* encore davantage le *mouv'* par son propre sabotage organisationnel.

Enfin, en ce qui concerne la LCR, justement, tout en critiquant aussi bien Nikonoff que les partis de l'ex-gauche plurielle, elle reste sur sa ligne de « *construire la nouvelle force anticapitaliste, féministe, écologiste et internationaliste qui fait aujourd'hui cruellement défaut au monde du travail* », en un mot cette fameuse « *gauche anticapitaliste* » large définie essentiellement par son opposition à la « *gauche social-libérale* » qu'incarnent Fabius et Strauss-Kahn. Pour la LCR, le FSE doit être abordé dans cette perspective, car il est « *l'occasion pour le mouvement altermondialiste de franchir une nouvelle étape dans son développement. C'est une question de mobilisation aussi large et unitaire que possible, notamment à travers la construction des forums sociaux locaux. Mais c'est aussi une question de débat politique. (...) La critique de la globalisation capitaliste et la volonté de construire une alternative — un autre monde — ne débouchent pas spontanément sur des réponses révolutionnaires. Mais elles appellent à l'évidence des réponses radicales. Ce qui semble en effrayer beaucoup, à commencer par le président d'ATTAC*

ou les dirigeants socialistes. » Bref, on verra un autre jour pour les « réponses révolutionnaires », contentons-nous pour le moment des « réponses radicales »... puisque — sans que nous ayons, bien sûr, besoin de les énoncer ! — elles effraient déjà ceux avec qui nous voulons construire une « mobilisation aussi large et unitaire que possible »... justement parce que nous avons encore moins de « réponses révolutionnaires » à proposer ! Décidément, quel dur choix que celui d'être révolutionnaire : on voudrait bien toujours l'être, mais que voulez-vous on ne le peut jamais, parce que les autres avec qui l'on veut s'allier ne le sont pas !

Pour sa part, le Groupe CRI sera physiquement présent au Forum social européen du 12 au 16 novembre ; car il est politiquement hors de question que — quelle que soit sa taille actuelle... — il laisse entre les mains des réformistes et collaborationnistes qui organisent cet événement au compte de la bourgeoisie les dizaines de milliers de jeunes et de travailleurs qui, révoltés par le capitalisme, cherchent, encore confusément, la voie de l'anti-capitalisme politique, c'est-à-dire du communisme révolutionnaire. Ses militants interviendront donc en allant discuter avec les jeunes et les travailleurs sur la base de leurs analyses et propositions, en tenant des stands

« sauvages » autant que possible, en intervenant dans les débats publics et en distribuant le plus grand nombre possible d'exemplaires d'un tract dont la ligne sera la dénonciation intransigeante de l'Union européenne et de tous les organisateurs officiels du FSE, et qui expliquera que, au-delà des mots d'ordre de transition qu'il est nécessaire de mettre concrètement en avant dans la lutte de classe réelle, il n'y a pas d'autre alternative politique historique à l'impérialisme mondialisé que celle de la révolution prolétarienne et des États-Unis socialistes d'Europe et du monde.

**Nina Pradier et
Ludovic Wolfgang**

À QUOI RESSEMBLE L'« AUTRE MONDE » DES FONDATEURS ET DES DIRIGEANTS DU FORUM SOCIAL MONDIAL ? RETOUR SUR LE SOUTIEN ET LA PARTICIPATION DES AMIS BRÉSILIENS D'ATTAC ET DE LA LCR AU GOUVERNEMENT DE LULA, « ÉLÈVE-MODÈLE DU FMI »

« Démocratie Socialiste » (DS), section brésilienne du Secrétariat Unifié (organisation internationale de la LCR), courant du Parti des Travailleurs (PT), a joué un rôle central dans la mise sur pied du Forum Social Mondial, dont les deux premières éditions ont eu lieu à Porto Alegre, ville brésilienne co-dirigée par DS, également connue pour son « budget participatif ». On sait que le slogan de ces « altermondialistes » est : « Un autre monde est possible ». Assurément, mais quel monde, et à quelles conditions ? Un autre monde est-il possible sans rompre avec la bourgeoisie, sans combattre pour la révolution prolétarienne et le socialisme ? Peut-on lutter contre le « néolibéralisme », c'est-à-dire la politique capitaliste en sa phase actuelle, sans lutter pour le socialisme ? Lorsque l'on examine la politique de DS au Brésil depuis l'arrivée au pouvoir de Lula, la supercherie de l'« altermondialisme » éclate au grand jour. Rappelons que le gouvernement Lula est un gouvernement de « front populaire », c'est-à-dire de coalition entre des partis ouvriers-bourgeois et bourgeois. Il regroupe des ministres issus du PT, y compris un dirigeant de DS, Miguel Rossetto (ministre de la réforme agraire), du PCdoB (parti communiste du Brésil, « maoïste ») et de divers autres partis, ainsi qu'un

grand propriétaire foncier, Rodrigues, ministre de l'Agriculture, et des grands patrons, comme Furlan, ministre du Développement, de l'Industrie et du Commerce Extérieur, par ailleurs directeur de la plus grande entreprise exportatrice de viande du Brésil, la Sadia SA, membre du conseil d'administration d'Amro Bank Brésil et vice-président de l'Association des exportateurs brésiliens... En somme, cela correspond à peu près à ce que serait en France un gouvernement qui irait de Seillière à... la LCR, en passant par le PS, les Verts et le PCF.

De fait, le gouvernement Lula a dépassé tous les espoirs placés en lui par les patrons, les propriétaires fonciers brésiliens et le capital financier international. Le précédent gouvernement, celui de Federico Henrique Cardoso (FHC), usé par huit années de pouvoir, en butte à une hostilité croissante des masses, devenait de moins en moins capable de mettre en œuvre la politique de régression sociale exigée la bourgeoisie. Lula, lui, s'en révèle capable, du moins pour le moment. Il faut donc revenir ici sur ce qu'a fait ce gouvernement depuis son entrée en fonction il y a dix mois, afin de bien comprendre à quelle prétendue « autre politique » les dirigeants altermondialistes en général, les dirigeants de LCR et leurs camarades

des autres pays en particulier, sont prêts à apporter leur soutien et leur participation active.

L'autonomie de la Banque centrale et la réforme des retraites

Lula a d'abord désigné Meireles, ancien directeur de la Banque Boston, une des plus grandes banques américaines au Brésil, comme président de la Banque Centrale. Il a ensuite imposé « l'autonomie » de celle-ci, une des mesures-clés exigées par le FMI.

Puis il a fait passer une « réforme » des retraites des fonctionnaires qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de Raffarin-Fillon. En France, le gouvernement Balladur avait réussi grâce à la complicité des directions syndicales à réduire les retraites des salariés du privé dès 1993. FHC avait réussi à faire de même au Brésil. Mais face à la résistance des travailleurs et à l'opposition de la CUT et du PT, il avait dû remballer son projet de réforme des retraites du public. C'est précisément ce projet que le gouvernement Lula et les députés du PT ont repris. La réforme, finalement adoptée en août, recule de sept ans l'âge de départ pour avoir une retraite à taux plein (de 53 à 60 ans pour les hommes, de 48 à 55 ans pour les femmes, dans un pays où l'espérance de vie moyenne est de 67,5 ans, inférieure de plus dix ans à celle des Français). Elle diminue de 30% environ le montant des pensions à taux plein et instaure un système de décote en cas d'annuités manquantes. Elle met en place des « *fonds de pensions sans buts lucratifs, administrés paritairement par les entités de l'État et les représentants des fonctionnaires* ». Enfin, elle oblige les retraités à verser une contribution au système de retraite (jusqu'à 11% de leur pension).

Lula dit oui à l'ALCA et paie la « dette »

Le PT avait fait de la lutte contre l'ALCA (Zone de Libre Echange des Amériques) un axe de son discours de campagne. Il s'agit d'un traité de libre-échange à l'échelle de toute l'Amérique, exigé par les multinationales des États-Unis qui, grâce à la baisse des droits de douanes, pourront profiter à plein de leur compétitivité supérieure pour gagner des parts de marché. À la fin d'une récente visite à Washington, Lula a annoncé le ralliement du Brésil à l'ALCA pour 2005. Cela prépare de gigantesques restructurations dans l'industrie brésilienne, avec leurs habituelles vagues de licenciements.

Corrélativement, ce gouvernement mène une politique macro-économique des plus orthodoxes, en maintenant des taux d'intérêts élevés pour attirer les capitaux et en coupant dans tous les budgets sociaux pour dégager un excédent budgétaire primaire (avant paiement de la dette) de 4,5%, afin de pouvoir payer la dette rubis

sur l'ongle, soit environ 36 milliards d'euros cette année, ce qui représente le coût de beaucoup d'égoûts, d'hôpitaux, d'écoles, de logements, de matériels pour travailler la terre, toutes choses qui manquent si cruellement à la population. Bref, pas de doute possible : comme le dit *Le Monde*, le gouvernement Lula-Rossetto, est aujourd'hui vraiment « l'élève-modèle du FMI ».

Enfin, le gouvernement Lula a également réussi à stopper presque toute mesure de réforme agraire, dans des conditions que nous allons voir.

Les masses se dressent contre la politique du PT : « Je suis de la lutte, je suis radical, cette réforme est de la Banque Mondiale »

Face à cette offensive brutale d'un gouvernement qu'elles considéraient comme le leur, les masses, loin de rester passives, se sont mobilisées. Les occupations de terre se sont multipliées. S'appuyant sur les quelques parlementaires de la gauche du PT qui n'ont pas trahi et sur le PST-U (Parti Socialiste des Travailleurs Unifié, section brésilienne de la Ligue Internationale des Travailleurs), les fonctionnaires ont organisé eux-mêmes, avec leurs syndicats, malgré l'absence de soutien de la direction de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs, principale confédération syndicale), une grève puissante, qui a duré plus d'un mois, avec des taux de grévistes montant jusqu'à 80%.

Dès la première manifestation, le 11 juin, le nouveau secrétaire général de la CUT, Marinha, a été sifflé par la foule de 20 000 manifestants, tandis que quatre parlementaires dits « radicaux » (Luciana Genro, Baba, Joao Fontes, Heloïsa Helena) qui avaient annoncé qu'ils voteraient contre la réforme quoiqu'il arrive, ont été ovationnés. Les fonctionnaires ont scandé : « *Lula, change de camp ! Choisis le peuple et non le capital !* ». Les travailleurs avaient compris que la direction de la CUT allait leur mettre des bâtons dans les roues. Lors d'une réunion nationale de 350 délégués, la représentante de la direction de CUT a plaidé pour la modération : « *Si nous ne faisons pas cela [nous contenter d'amender la réforme], nous serons une nouvelle fois défaits comme nous l'avons été lors de la réforme des retraites précédente et de la réforme administrative. Nous ne pouvons pas être seulement contre, contre et toujours contre* ». Les délégués se sont alors levés et ont rétorqué en criant tous ensemble : « *Je suis de la lutte, je suis radical. Cette réforme est de la Banque Mondiale* ». La Coordination Nationales des Entités de Fonctionnaires Fédéraux, qui regroupe les syndicats de la fonction publique fédérale (800 000 adhérents) et est dirigée par la gauche de la CUT, a ensuite décidé d'appeler à une grève nationale illimitée à partir du 8 juillet. La direction de la CUT a refusé de soutenir, avant de se rallier très tard à une grève déjà massive, sans jamais pour autant y appeler. Le gouvernement a

envoyé la police réprimer violemment l'occupation d'un centre de Sécurité sociale par les fonctionnaires en grève, soutenus par la sénatrice PT oppositionnelle Heloïsa Helena, elle aussi frappée sans ménagement. Le président PT de l'Assemblée nationale a fait évacuer les fonctionnaires qui voulaient assister à une réunion d'une commission de cette Assemblée, dont le caractère public est théoriquement garanti par la Constitution. La situation était critique pour le gouvernement au moment où le projet devait être voté au Parlement. Si la grève a finalement été défaite, c'est à cause de la trahison complète non seulement de la direction du PT, mais également de la plupart de ses courants dits « de gauche », *Démocratie Socialiste* en tête.

Les camarades brésiliens de la LCR participent au gouvernement Lula-FMI : les altermondialistes passent aux travaux pratiques

DS, organisation-sœur de la LCR, pèse environ 20% des votes aux congrès du PT, qui compte 300 000 adhérents. Principale organisatrice du Forum Social Mondial de Porto Alegre, elle dénonce en parole le « néolibéralisme », se dit pour l'annulation de la dette et chante qu'« *un autre monde est possible* ». Mais à Porto Alegre, elle met en œuvre depuis plusieurs années le budget participatif, dont nous avons montré dans le numéro 3 du CRI des travailleurs (avril 2003) que c'est un moyen de manipuler la population en la faisant renoncer à ses revendications et en l'associant à la mise en œuvre d'une politique soumise au paiement de la dette.

Maintenant, DS va plus loin, en participant à un gouvernement qui paie la « dette » au FMI, soit cette année plus de 36 milliards d'euros de richesses produites par les travailleurs du Brésil et offertes aux capitalistes brésiliens et étrangers, et en étant solidaire de la politique qui découle de cette orientation. Miguel Rossetto dirigeant de DS, siège dans le même gouvernement que des grands patrons. Ministre de la réforme agraire, il travaille directement sous les ordres du ministre de l'Agriculture, Roberto Rodrigues, grand propriétaire foncier, qui a présidé les plus importantes institutions s'occupant d'agriculture et d'exportations agricoles, notamment l'Association brésilienne de l'agro-business ou la Société Rurale Brésilienne. En conséquence, Rossetto refuse de mettre en œuvre la réforme agraire. Pire : le gouvernement Lula-Rodrigues-Rossetto a déjà amputé de 36% le budget de la réforme agraire prévu par... FHC pour 2003. Dès lors, l'installation de familles de paysans sans-terre se fait désormais à un rythme dix fois moins rapide que sous le précédent gouvernement : seules 3000 familles ont pour le moment été installées, et il y en aura au maximum 10 000 à la fin de l'année, alors qu'elles sont 1 million à attendre. Le gouvernement a annoncé qu'il ne reviendrait pas sur le décret pris par

Cardoso pour protéger les propriétaires fonciers, qui vise à décourager les occupations en excluant pour deux ans de la réforme agraire toutes les terres occupées. Pendant ce temps, les principaux dirigeants combatifs du MST crouissent dans les geôles de Lula-Rossetto, tandis que les bandes au service des propriétaires fonciers continuent d'assassiner en toute impunité les militants du MST.

Miguel Rossetto ne joue nullement un rôle secondaire dans le gouvernement Lula-FMI ; il en est au contraire une pièce maîtresse, sa caution de gauche « altermondialiste ». Ainsi est-ce lui qui a été désigné comme l'un des principaux négociateurs du Brésil au sommet de l'OMC à Cancun. Et sa mission était très claire : « *Nous ne voulons pas l'échec de l'OMC*, a-t-il déclaré. *Et encore moins maintenant qu'il se produit une fragilisation des organismes internationaux* » (*El Pais*, 14/09/2003). Pendant ce temps-là, ses camarades dirigeants de la LCR et du Secrétariat Unifié manifestaient et appelaient à manifester « contre l'OMC »... Faut-il parler de division du travail ? Les militants de la LCR, en tout cas, apprécieront.

Pendant que Krivine-Besancenot manifestaient contre la réforme Raffarin-Fillon des retraites, leurs camarades députés de DS votaient pour la réforme jumelle de Lula

Mais les responsables syndicaux et les députés de DS valent-ils mieux que le traître Rossetto ? Qu'on en juge. Début juin, lors du Congrès de la CUT, les courants « *Unir la gauche* », dirigé par le PST-U et « *Renforcer la CUT* » (regroupant plusieurs courants de gauche du PT) ont mené bataille pour que le congrès prenne position pour l'abrogation de l'amendement n°20 de la Constitution (adopté sous Cardoso pour réformer les retraites du privé) et pour le retrait du projet de réforme des retraites de Lula. C'était la seule position qui pouvait constituer un point d'appui pour la mobilisation des masses. Cette motion a recueilli 25%. Or le courant de la CUT dirigé par DS, avec son allié, le courant dirigé par le PCdoB « maöiste », qui pèsent à eux deux environ 25%, n'ont pas soutenu cette motion, qui aurait pu, s'ils l'avaient fait, être majoritaire. Au contraire, DS a utilisé son poids pour couvrir « à gauche » la ligne de la direction, qui consistait à accepter réforme, tout en proposant des amendements pour l'« améliorer ».

La direction de DS a ensuite donné comme consigne à ses parlementaires de voter pour la réforme des retraites. Et elle a soutenu la mise en œuvre de la procédure d'exclusion du PT des parlementaires qui

ont voté contre la réforme¹, se désolidarisant en particulier totalement de sa propre sénatrice, Heloïsa Helena, qui, depuis le début, s'oppose publiquement à la politique de Lula.

La direction de la LCR couvre la direction de DS

Mais, nous dit-on, la direction de la LCR est bien plus à gauche que celle de DS... Vraiment ? Quels sont les faits ? Le Congrès mondial du Secrétariat Unifié, qui se prétend la « IVe Internationale », organisation dont la LCR est la section française et DS la section brésilienne, s'est réuni en février 2003. À cette date, la direction de DS participait déjà au gouvernement de Lula. Pourtant la direction de la LCR n'a pas estimé nécessaire de présenter une résolution condamnant la participation de DS à ce gouvernement bourgeois de front populaire qui s'engageait déjà à servir le FMI.

¹ Pour enlever aux masses tout point d'appui dans leur résistance aux réformes de Lula et du FMI, la direction du PT a décidé d'engager très tôt une procédure visant à l'exclusion du parti des parlementaires qui s'opposeraient sérieusement à sa politique, notamment en votant contre au Parlement. Suite au vote de trois députés et d'une sénatrice contre la réforme des retraites, elle a annoncé que ceux-ci seraient exclus du parti, et que les huit députés qui se sont abstenus seraient suspendus (en fait, ces derniers ne l'ont pas été finalement car, pour garder leur poste, ils ont ensuite capitulé en votant le texte séparé sur la contribution des retraités au financement des retraites...). En pratique, être suspendu signifie perdre la possibilité de se présenter aux élections non seulement sous les couleurs du PT, mais tout court en raison de la loi électorale brésilienne. La direction a notamment convoqué les récalcitrants devant une « commission d'éthique ». Elle a reproché par exemple à João Fontes (député PT sans courant) d'avoir montré une cassette où l'on voit « *Lula en train de faire un discours très dur. Il y traite son actuel allié, Sarney, de voleur.* [NDR : Sarney est l'actuel président du Sénat. Il a été élu dans le cadre d'un accord avec le PT. La sénatrice Heloïsa Helena avait refusé de voter pour lui, s'attirant les foudres de la direction du PT]. *Il y dit que l'augmentation de l'âge minimum pour le départ en retraite (c'est l'une des mesures qu'il propose aujourd'hui dans le cadre de sa réforme) est une façon d'empêcher les gens de partir en retraite avant de mourir ; et que le gouvernement Sarney préfère remplir les poches des banquiers plutôt que de répondre aux besoins du peuple* » (Rapport de la députée Luciana Genro sur sa suspension et celle de João Fontes du groupe parlementaire du PT). La direction du PT, avec le soutien de *Démocratie Socialiste*, a eu recours aux méthodes suivantes : « *Il faut souligner que notre séparation a été votée après une heure de réunion, sans que nous ayons eu aucun droit de nous défendre (...). Pour que je ne sois pas suspendue, le groupe parlementaire a exigé que je condamne par écrit l'attitude de João Fontes, ce à quoi je me suis refusée, parce que la méthode stalinienne consistant à exiger des condamnations est inacceptable. (...). Le résultat a été un vote du groupe parlementaire dans lequel le camp majoritaire, la DS et Articulation de Gauche [un autre courant soi-disant « de gauche » du PT] se sont unis pour nous sanctionner tous les deux.* » (*Ibid.*)

S'agit-il d'une simple erreur, comme le croient des militants et tendances critiques de la LCR ? Dans une situation inverse, ces militants n'auraient sans doute pas pensé que les directions des autres sections auraient fait une simple « erreur » en ne présentant pas une résolution condamnant la direction de la LCR, si celle-ci avait décidé de participer à un gouvernement avec Seillière, Bayrou, Hollande et Buffet.

Mais admettons que la direction de LCR ait un instant (dix mois) oublié tout le programme de la IV^e Internationale. Qu'en est-il aujourd'hui, après que le gouvernement Lula a montré par sa politique ce que sa physionomie annonçait déjà ? Dans un article de deux pages consacré à la situation politique au Brésil, Daniel Bensaïd, membre de la direction de la LCR et spécialiste des affaires latino-américaines, explique certes que « *la réforme des retraites (...) s'inscrit docilement dans le cadre exigés par la Banque Mondiale* », que « *le chômage grimpe* » et que « *la campagne 'faim zéro' (...) faute de moyens (...) se réduit à une campagne de charité publique* » (*Rouge* n°2033, 2 octobre 2003, pp. 8-9). Mais il n'a pas un mot de condamnation pour la direction de DS, qui continue de participer à un tel gouvernement soumis au FMI, payeur de la « dette » et briseur du système de retraites ! Pas un mot non plus pour condamner le fait qu'aucun député DS n'a voté contre le projet de réforme des retraites en première lecture, la plupart votant pour (deux se sont abstenus avant de se rallier lamentablement au projet lors du second vote, afin d'éviter les graves sanctions dont les menaçait la direction du PT) ! La seule chose que mentionne Daniel Bensaïd, c'est que « *lors du vote final* », « *quatre [députés du PT] — dont notre camarade Walter Pinheiro ont voté contre* ». Autrement dit, Daniel Bensaïd ne parle que du seul député DS qui a fini par voter contre le projet (sans d'ailleurs l'avoir combattu jusqu'à ce deuxième vote), mais il passe sous silence le vote pour des douze autres députés qui s'étaient présentés sur la liste « *Un autre monde est possible, un autre Brésil est urgent* » montée par DS pour les élections internes au PT, dont six sont membres de DS au sens strict ! Quelle malhonnêteté intellectuelle et politique ! Quelle manipulation des lecteurs de *Rouge* et des militants de la LCR ! Il indique aussi que Heloïsa Helena risque l'exclusion, mais sans préciser qu'elle a été complètement lâchée par ses « camarades » de la direction de DS, qu'il couvre jusqu'au bout par sa complicité tacite...

Bensaïd va jusqu'à écrire, dans un encart sur la réforme agraire, un habile plaidoyer en faveur de... Miguel Rossetto. Il commence en affirmant curieusement que la réforme agraire « *ne peut se réduire à la distribution des terres* » (*ibid.*). Sans doute, mais ne doit-elle pas inévitablement commencer par là ? Il s'agit en vérité pour Bensaïd de passer sous silence la politique de Rossetto. Évoquant en passant l'arrêt de presque toute mesure de réforme agraire, il travestit les faits en affirmant qu'« *il*

restait en caisse à peine de quoi installer une dizaine de milliers de familles ». En réalité, c'est le gouvernement Lula-Rossetto qui a coupé dans tous les budgets pour avoir un excédent primaire de 4,5 % (au lieu des 3,75 % exigé par le FMI) ! Bensaid finit en écrivant que « la droite mène une campagne permanente contre le ministre Miguel Rossetto, dénoncé comme le ministre des hors-la-loi ». Allons bon, si « la droite » mène une campagne, qui plus est « permanente », contre Rossetto, c'est qu'il doit faire bien des misères aux classes possédantes, non ? Mais, là encore, quels sont les faits ? Rossetto a limogé, à la demande expresse de Lula, le directeur de l'INCRA (Institut chargé de la réforme agraire), Marcelo Resende, pour le remplacer par Rolf Hackbart. Or, selon Raul Jungmann, ancien ministre du développement agraire de FHC, « le gouvernement [de Lula] a repris le contrôle de l'INCRA, qui était entre les mains des mouvements sociaux. (...) Celui qui sort venait du mouvement social, auquel il était loyal, tandis que celui qui entre vient de l'appareil du parti. Cela signifie que le PT va maintenant contrôler fermement cette administration. » (O Estado, 4 septembre 2003). Autre fait : le Tribunal suprême fédéral du Brésil a décidé de suspendre le décret d'expropriation de 13 200 hectares sur lesquels 520 familles devaient être installées dans le cadre du programme gouvernemental. Suite à cette décision, les paysans sans-terre ont immédiatement occupé ces terres. Or, selon un journal brésilien auquel la quasi-totalité des militants de la LCR n'ont évidemment pas accès, cette décision du Tribunal fédéral « a été reçue avec surprise par le ministre du développement agraire, Miguel Rossetto, qui a cependant affirmé que dans un État de Droit démocratique, les décisions de la Cour suprême doivent être respectées » (Folha Online, 15 août 2003). En voilà un beau « ministre des hors-la-loi » ! Les propriétaires doivent ne plus dormir de la nuit en pensant à ce dangereux rouge infiltré au sein du gouvernement Lula ! Quant aux principaux dirigeants combattifs du MST qui crouissent dans les geôles du gouvernement Lula avec la complicité de Rossetto, que pensent-ils de ce ministre et de DS ?

Tous les militants, tous les travailleurs doivent savoir quelle est la politique de Rossetto et de DS, entièrement couverte par la direction de la LCR. Nul doute que des centaines de militants de DS et de la LCR sauront en tirer les conséquences en comprenant par l'exemple brésilien où mène le renoncement au programme de la IVe Internationale.

Que valait l'orientation politique proposée par le Groupe CRI ?

Bien évidemment, personne ne croyait que le gouvernement Lula s'engagerait sur la voie du socialisme ; mais beaucoup pensaient qu'il mènerait une « autre » politique, permettant au moins d'alléger les souffrances des plus pauvres. On l'a vu : il n'en est rien, et c'est même le contraire qui est vrai et qui apparaît à des milliers de travailleurs brésiliens et de militants du PT.

Pour notre part, nous expliquions dès le premier numéro du CRI des travailleurs en février dernier : « Dans ce cadre [celui du respect des accords avec le FMI et des exigences des capitalistes brésiliens], une réelle amélioration de la situation des masses n'est pas possible. En effet, le gouvernement Lula ne pourra respecter ses engagements vis-à-vis du capital sans poursuivre la politique de FHC, sans se retourner contre les masses qui l'ont porté au pouvoir. C'est cette contradiction qui est au centre de la situation pré-révolutionnaire actuelle. » On nous avait alors reproché notre « dogmatisme ». On nous disait : vous avez tort de dire que Lula ne fera que poursuivre la politique de FHC ; ouvrez un peu les yeux sur la réalité, tout n'est pas noir ou blanc ! La réalité a parlé : Lula a poursuivi la politique de FHC.

Dans le même numéro, nous propositions également une orientation politique : « D'une part, il ne saurait être question, pour les militants et les groupes communistes révolutionnaires internationalistes, de soutenir, même de façon critique, le gouvernement Lula.

Malgré la pression gigantesque, il faut être capable, contre le courant, de prévenir les masses contre leurs illusions, de s'engager dans un travail patient et persévérant de propagande et d'agitation, avec l'objectif de montrer aux masses que le gouvernement Lula, parce qu'il est un gouvernement au service de la bourgeoisie (un gouvernement de type « front populaire »), ne peut réaliser leurs aspirations, et que seul un gouvernement des travailleurs, par les travailleurs, pour les travailleurs sera en mesure de le faire réellement. Mais, d'autre part, il faut aider les masses à faire leur propre expérience, et non se poser en donneurs de leçons extérieurs à leur mouvement autonome. Il faut donc appuyer les mobilisations spontanées des travailleurs, et les aider à aller le plus loin possible sur la voie de la satisfaction de leurs revendications par leur propre action autonome et organisée ». Un parti révolutionnaire doit dire la vérité aux masses, même lorsqu'elle est amère, pour les préparer aux tâches qu'elles vont devoir résoudre, et il doit postuler à la direction de leurs luttes. Manifestement, le développement des antagonismes de classe jusqu'à la puissante grève des fonctionnaires, qui se sont finalement retournés contre la direction traître du PT et ceux des courants dits « de gauche » qui ont capitulé, a confirmé notre analyse et notre pronostic.

Aujourd'hui, la rupture de milliers de travailleurs et de militants avec la direction du PT est en cours. Après le vote de la réforme des retraites par le Parlement, on a vu fleurir des banderoles comme « Lula = Collor = FHC », « le PT est pire que FHC », ou encore « PT = Parti de la Trahison ! ». Des milliers de militants s'engagent ouvertement dans la voie d'un nouveau parti. C'est ce que proposent notamment le PST-U (qui a lui-même rompu avec le PT depuis des années), des courants de gauche du PT comme le MES (Mouvement de la gauche Socialiste) ou le CST (Courant Socialiste des Travailleurs) et des centaines de militants combattifs du PT et des syndicats. Quelle doit être l'attitude des trotskystes authentiques dans cette situation ? Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

Antoni Mivani

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT ?

Vous vous retrouvez dans ce journal, vous voulez en discuter ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS ! groupecri@free.fr ou 06 64 91 49 63

VIVE L'INSURRECTION OUVRIÈRE ET POPULAIRE EN BOLIVIE !

Avant de revenir prochainement sur les événements majeurs qui secouent la Bolivie depuis la fin du mois de septembre, nous publions ci-dessous, comme documents pour la discussion, deux textes émanant d'organisations trotskystes différentes, avec lesquelles le Groupe CRI est actuellement en relation et en discussion. Conformément à son « Projet de programme communiste révolutionnaire internationaliste », le Groupe CRI qui, rappelons-le, existe publiquement depuis la publication du premier numéro du Cri des travailleurs au mois de février 2003, donne une importance fondamentale à la recherche de relations avec d'autres groupes trotskystes authentiques dont l'histoire est différente, en particulier avec des organisations d'autres pays, dans l'objectif de construire une organisation internationale sur des bases trotskystes principales et

programmatisques. C'est là à ses yeux un impératif absolu pour tout groupe communiste révolutionnaire qui entend ne pas dégénérer dans le « national-trotskyisme », intimement lié à l'opportunisme et au révisionnisme.

Entretien avec Javo Ferreira, dirigeant de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire de Bolivie (LOR-CI), affiliée à la Fraction trotskyste-Stratégie internationale (FTSI) (Contact : <http://fteurope.free.fr>.)

Note du traducteur : « Cet entretien a été publié dans les colonnes de La Verdad Obrera [ci-dessous LVO] n°127 le 17 octobre 2003, c'est-à-dire quelques heures avant la démission du président Gonzalo Sánchez de Lozada. La Verdad Obrera est le journal du Parti des Travailleurs pour le Socialisme (PTS) d'Argentine, organisation sœur de la LOR-CI au sein de la Fraction Trotskyste-Stratégie Internationale. On peut retrouver les textes (tracts, journaux, etc.) de nos camarades de la LOR-CI et de Barricada Roja, leur organisation de jeunesse, sur le site www.fti.org.ar. La traduction est de la Fraction Trotskyste (France). Toutes les notes sont de la traduction. Pour tout contact, <http://fteurope.free.fr>. »

« Vive l'insurrection ouvrière et populaire en Bolivie ! »

LVO : Peut-on affirmer que la « Guerre du Gaz » s'est transformée en une dynamique de lutte pour le pouvoir en Bolivie, c'est-à-dire qu'une révolution a commencé ? Dans ce cas, quelles classes et alliances de classe sont le moteur de ce processus ?

JF : Oui. Actuellement le conflit est arrivé à un niveau tel qu'il pose la question du pouvoir politique. Le refus de démissionner de Sánchez de Lozada exprime ce sentiment de détresse au sein des classes dominantes qui ne trouvent aucune alternative bourgeoise solide de changement. La Bataille du Gaz a permis de condenser un ensemble de revendications structurelles du mouvement de masse, qui jusqu'à présent s'exprimaient de manière latente ou localement, mais qui dorénavant ont un impact national. En fait, dans ce que l'on appelle la Guerre du Gaz, il existe plusieurs composantes qui ont provoqué le soulèvement actuel. C'est une combinaison de revendications de classe et de revendications ethniques qui sont le produit de l'oppression brutale, locale et régionale, dont sont victimes les peuples indigènes¹. De ce point de vue, et à partir du changement dans la situation qu'a signifié le soulèvement de El Alto² [les 12 et 13 octobre], on peut dire qu'une révolution a commencé en Bolivie, même si la chute révolutionnaire du gouvernement n'est pas consommée. Dans

¹ Notamment à l'encontre des paysans et travailleurs aymaras dans le tiers Nord du pays et les paysans et travailleurs quechuas du tiers central.

² El Alto fait partie de la conurbation autour de la capitale bolivienne, mais il s'agit en fait d'une ville à part entière de plus de 700 000 habitants, située sur l'Altiplano, surplombant La Paz, et concentrant des secteurs ouvriers et paysans, notamment aymaras, issus de l'exode rural.

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

les faits, une alliance de classes est née entre le prolétariat, qui agit de manière différenciée, avec les mineurs de Huanuni et d'autres détachements de mineurs qui marchent actuellement sur La Paz, le mouvement paysan de l'altiplano et des vallées, les cocaleros³, les pauvres des villes et le semi-prolétariat des ateliers, du secteur des transports, des marchés, etc., sans oublier l'université qui a également joué un rôle.

LVO : Quelle est la signification des événements de El Alto du 12 octobre ? Quel type d'organisations se sont données les masses au cours de ce soulèvement ?

JF : On peut discuter du caractère semi-insurrectionnel ou insurrectionnel des événements de Cochabamba en [avril] 2000⁴ que nous avons caractérisés comme semi-insurrectionnels, les revendications de El Alto aujourd'hui sont clairement politiques, comme l'annulation de la loi sur les hydrocarbures, ce qui implique leur renationalisation, l'industrialisation et la transformation du gaz [localement] et la démission de Sánchez de Lozada. En tout cas, même si l'on parle d'une semi-insurrection dans les deux cas dans la mesure où aucune direction claire n'a surgi et les éléments spontanés ont primé, il faut reconnaître que le soulèvement de El Alto a été bien supérieur à celui de Cochabamba, avec des éléments plus conscients. Et c'est véritablement ce processus insurrectionnel qui a transformé la situation et a commencé à poser plus ouvertement le problème du pouvoir.

Pour répondre à la question sur les organisations dont se sont dotées les masses, il faut parler des comités de voisinages [*juntas vecinales*], une forme d'organisation très étendue dans le pays⁵. À El Alto, il y a près de 500 comités. Ils

³ Petits paysans cultivateurs des vallées centrales, vivant notamment de la culture de la coca, que le gouvernement et les États-Unis entendent éradiquer.

⁴ Au cours de la « Guerre de l'Eau » de Cochabamba d'avril 2000, d'importants détachements ouvriers, populaires et paysans cocaleros des vallées du Chaparé ont lutté contre la privatisation de l'eau et la hausse des tarifs. Au cours de ces événements pendant lesquels la Centrale Ouvrière Départementale (COD) et les cocaleros ont joué un rôle décisif, organisés au sein de la « Coopération pour l'Eau et la Vie », les travailleurs et les paysans ont tenu en échec l'armée et empêché la privatisation de l'eau. Ce mouvement, précédé par la révolte équatorienne généralisée du début 2000, a ouvert la voie par la suite à la révolte de l'Altiplano Nord bolivien en septembre de la même année, à de nombreux mouvements ouvriers, enseignants, mineurs au cours des années 2001 et 2002 qui a vu la mauvaise élection de Goni, puis aux événements de La Paz en février 2003.

sont organisés au sein de la FEJUVE, Fédération des Comités de Voisinage [*Federación de Juntas Vecinales*]. La FEJUVE aux côtés de la Centrale Ouvrière Régionale (COR), et répondant à la COB⁶, ont dirigé la lutte. Actuellement, et notamment en raison de la répression qui a frappé les Comités, l'ordre de constituer des comités d'autodéfense a été donné. Aujourd'hui dans cette ville s'est formé un Commandement Général Communautaire [*Comando General Comunitario*] impulsé par la coordination de la COR, de la FEJUVE et de la CSUTCB (Confédération Syndicale Unitaire des Travailleurs Paysans de Bolivie, *Confederación Sindical Unitaria de Trabajadores Campesinos de Bolivia*). Il s'agit d'une instance de coordination appelée à résoudre, d'après le Mallku⁷, le problème militaire.

Néanmoins, au cours des 12 et 13 octobre, la résistance face à la sauvagerie répression militaro-policière a été largement spontanée, sans organisation préalable d'aucune sorte, ce qui met en relief l'état de léthargie dans laquelle se trouvent les organisations [ouvrières et populaires] existantes. En règle générale, l'état d'esprit de la base tend à aller au-delà de la politique et des hésitations des directions, non seulement à un niveau national mais aussi localement. Ainsi, certains dirigeants ont tenté de dialoguer avec le gouvernement et ils ont rapidement été destitués, ou remis dans le droit chemin sous la menace d'être lynchés.

LVO : Pourquoi Sánchez de Lozada n'est pas encore tombé ? Quels secteurs de classe et quels partis l'appuient ?

JF : Il est principalement soutenu par l'ensemble des organismes internationaux, à commencer par l'ambassade des États-Unis, l'Organisation des États Américains (OEA), le Pacte Andin et plusieurs organisations internationales qui voient en sa chute « un danger » pour l'ensemble de la région dans la mesure où après vingt ans de « démocratie orchestrée » (*democracia pactada*) [entre les différents partis politiques bourgeois], excluante, raciste et répressive, l'ensemble des médiations politiques bourgeoises traditionnelles manquent cruellement de légitimité. Voilà pourquoi en ce moment critique, il est

⁵ Il s'agit de comités de quartier, organisés sur une base territoriale, par pâtés de maisons (*cuadra* ou *manzana*).

⁶ Centrale Ouvrière Bolivienne. Syndicat unique regroupant les différents syndicats de branche, d'industrie et de service, né au cours de la Révolution bolivienne de 1952.

⁷ Felipe Quispe, dit El Mallku, principal dirigeant paysan aymara de l'Altiplano Nord, leader du MIP.

soutenu par le MIR¹ et la NFR² tout comme les chambres d'industrie, les banquiers, l'Église et toutes les organisations patronales. A leurs côtés, les classes moyennes favorisées, à mesure où la situation évolue, commencent à adopter des positions clairement fascistes comme le montre l'assassinat d'un *bloqueador*³ dans un quartier bourgeois par un jeune de dix-sept ans, ou les menaces proférées par la *Nación Camba*⁴ à l'encontre des *bloqueadores* dans le département de Santa Cruz.

Cependant, si Goni n'est pas encore tombé, il faut trouver l'explication centrale du côté de la stratégie des dirigeants des organisations de masse, notamment à la tête du MIP⁵, du MAS⁶ et même de la COB. La politique qu'ils ont systématiquement impulsée consistait dans un premier temps à faire pression afin de « convaincre » le gouvernement. D'abord ces dirigeants entendaient que Goni s'exprime, à travers une déclaration, pour savoir si le gaz appartenait aux Boliviens ou aux multinationales. Ensuite, lorsque le mouvement de masse a fait irruption sur le devant de la scène les 12 et 13 octobre à El Alto, afin de « faire pression » sur Goni pour qu'il démissionne. Ainsi, si Goni n'est pas encore tombé, c'est en raison de cette politique qui conduit à faire des grèves de la faim, mécanismes de conciliation, à restreindre les plénums ouverts de la COB et à restreindre le plus possible, dans les circonstances actuelles, la participation de l'avant-garde au sein de ces plénums, en utilisant comme argument la « question de la sécurité » afin d'essayer de castrer « l'action directe » du mouvement de masse.

LVO : À quel type de « changements institutionnels » peut avoir recours le vieux régime et qui en sont les porte-parole ?

En premier lieu, le gouvernement entend rester en misant sur une usure du mouvement, en le réprimant davantage si cela est nécessaire comme en témoigne le nombre de morts et de blessés des dernières semaines (soixante-dix morts et plus de quatre cents blessés⁷) tout comme

l'interdiction de certains médias⁸ ou les mandats d'arrêt lancés contre certains dirigeants et militants. Néanmoins, face à une possible radicalisation plus importante du mouvement, le gouvernement envisage un changement institutionnel comme une issue possible. Dans ce changement, le vice-président Carlos Mesa prendrait la tête du gouvernement ou le cas échéant le président de la Cour Suprême, préservant de cette façon l'ensemble des institutions et de la législation actuelle. Cela représente une tentative d'expropriation de la magnifique lutte que sont en train de mener les travailleurs des villes et des campagnes, en essayant de changer quelque chose pour que rien ne change.

LVO : En quelques mots, quel est l'axe politique des révolutionnaires de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (Quatrième Internationaliste), LORCI, dans les événements actuels ?

JF : Je ne vais te parler que des axes essentiels de notre politique au cours des quatre dernières semaines de lutte, car à mesure que changeait la situation, nous nous voyions obligés de recadrer quotidiennement notre politique, voire même heure par heure, puisque actuellement, sur les tracts que nous éditons figurent la date et l'heure, en raison des changements vertigineux [de la situation].

Nous avons essentiellement combattu pour que le mouvement de masse se dote de formes d'organisation et d'auto-organisation pour la lutte. Ainsi, dans un premier temps, nous nous sommes battus pour la nécessité d'une Coordination Nationale de Lutte et de Mobilisation basée sur des délégués révocables et mandatés, et pour que cette forme d'organisation s'étende à un niveau local, régional et départemental. Dans ce sens, nous considérons extrêmement progressiste la naissance d'instances d'organisation et de coordination locales comme la coordination de El Alto entre la COR et la FEJUVE. C'est également dans ce sens que nous nous sommes adaptés aux changements qui ont eu lieu au sein des différentes organisations du mouvement de masse, en soulignant la nécessité de créer un Comité National de Grève et de Mobilisation, en approfondissant la participation de l'avant-garde au sein des plénums de la COB.

La situation requiert également la création de comités d'autodéfense, question qui a commencé à se poser et à grandir au sein de certains secteurs du mouvement de masse qui n'ont néanmoins pas encore réalisé de pas significatifs en ce sens. En ce moment nous sommes en train de livrer un dur combat contre l'ensemble de la gauche de la COB, le MAS, les staliniens, les sociaux-démocrates, et malheureusement contre certains courant

qui revendiquent le trotskysme, tel que le POR⁹. Ces courants appuient les grèves de la faim qui ne servent qu'à exproprier la lutte. Nous opposons à cette politique la nécessité de développer et de renforcer les comités d'autodéfense, et cela pour aller dans le sens de la constitution de véritables milices ouvrières, paysannes et populaires.

Nous croyons que la seule manière d'imposer un véritable gouvernement ouvrier, paysan et populaire ne peut se faire que sur la base des organismes de démocratie directe qui surgissent au sein du mouvement de masse. »

¹ Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, parti politique né au cours des années 1970.

² Nouvelle Force Républicaine. Parti né de la décadence de l'historique parti ex-nationaliste-bourgeois bolivien, le MNR (Mouvement Nationaliste Révolutionnaire), parti de contention et de canalisation.

³ Manifestant bloquant une route ou participant à un barrage routier.

⁴ Organisation fascisante du département de l'Orient bolivien, revendiquant l'histoire Camba (des plaines de l'ouest bolivien) par rapport aux populations Kollas, c'est-à-dire les Aymaras et les Quechuas des vallées.

⁵ De Felipe Quispe.

⁶ Mouvement Vers le Socialisme du dirigeant cocalero quechua Evo Morales, second aux élections présidentielles de l'an passé.

⁷ Le nombre de morts du côté des manifestants (sans compter les conscrits abattus par leurs officiers pour avoir refusé de réprimer) s'élèvent très certainement à plus de cent.

Le CRI des travailleurs n°8, octobre 2003.

⁸ Il est ici fait référence à la suspension de l'édition du journal bourgeois le plus ancien de Bolivie, *El Diario*, le jeudi 16 octobre ou les pressions exercées contre diverses radios et télévisions.

⁹ Parti Ouvrier Révolutionnaire, ou POR Masas, du nom de son organe de presse. Il s'agit de l'organisation dont le dirigeant historique le plus connu est Guillermo Lora.

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS BOLIVIENS !

Tract commun du Groupe bolchevik pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire (France) et du Groupe Germinal-En défense du marxisme (État espagnol) (17 octobre).
(Contacts : groupe_bolchevik@yahoo.fr ou germinal_1917@yahoo.es)

« Halte à la répression des travailleurs de Bolivie !

À bas le gouvernement assassin de Sánchez de Lozada et le régime militarisé de la Bolivie !

Vive la lutte des ouvriers et des paysans boliviens !

Le 20 septembre, les troupes boliviennes ont tué 6 personnes dans la ville de Warisata. Le 12 octobre, le gouvernement de Sánchez de Lozada (dit « Goni ») a ordonné une répression brutale à La Alto, ville proche de La Paz, causant 30 morts. Le 14 octobre, 16 soldats ont été exécutés par leurs officiers pour avoir refusé de réprimer les travailleurs et les paysans... Soit au total au moins 400 blessés et 86 morts.

La protestation contre l'exportation du gaz naturel vers les États-Unis par le port chilien de Potosí a débuté à la mi-septembre. En outre, de nombreux paysans ont bloqué les routes en exigeant le droit de cultiver la coca et le respect des concessions antérieures du gouvernement. En effet, en février, la Bolivie avait connu un soulèvement, au cri de « *Fusils, mitraillettes, la Bolivie ne se tait pas !* », des travailleurs salariés contre les baisses de salaires et des paysans pour l'accès à la terre et à l'eau.

Contre le bradage des richesses gazières aux monopoles impérialistes. Contre le gouvernement et le régime militarisé

Le gouvernement veut livrer l'extraction et la vente du gaz naturel bolivien à British Gaz, à British Petroleum et à Repsol-YPF. Ce consortium impérialiste empocherait un profit annuel de 1 300 millions de dollars par an, ne cédant comme redevance à l'État bolivien que 70 millions de dollars.

Les travailleurs appauvris et spoliés des villes et des campagnes se sont soulevés aux cris de : « *Le gaz est à nous, pas aux gringos !* », « *Mort à Sanchez de Lozada !* », « *Guerre civile, guerre civile !* » Le prolétariat et les paysans se défendent contre la rapine des groupes impérialistes et contre leurs laquais, la bourgeoisie bolivienne et la caste des officiers formée aux États-Unis.

Malgré la répression, les mineurs et les travailleurs de toutes les branches, les paysans pauvres et la jeunesse ont approfondi leur lutte anti-impérialiste et révolutionnaire, ce qui a ébranlé le gouvernement et le régime. Bien que le gouvernement ait reculé sur son projet de

livraison du gaz, les cortèges continuent à converger vers la capitale La Paz, pour exiger la démission de Goni et de tout son gouvernement, responsable des massacres.

Nos sœurs et nos frères de Bolivie ont démontré leur capacité à la lutte, en mettant sur pied des assemblées de travailleurs et de paysans, des comités de grève, des milices armées, en affrontant l'armée de guerre civile.

L'intensification de la mobilisation des masses boliviennes a débordé les directions syndicales ouvrières (la COB) et paysannes (le SUTCB). Les masses insurgées ont unifié la lutte malgré la politique de division de ces directions, les obligeant à former une Direction Nationale Unique des mobilisations qui a appelé à la « grève générale illimitée » et au blocage des routes, qui exige le départ du gouvernement de Goni.

Mais la Direction Nationale Unique, entre les mains des bureaucraties syndicales, refuse d'ouvrir une issue à la lutte des masses, en refusant de postuler au pouvoir, en essayant de disperser les luttes ville par ville, en opposant les revendications les unes aux autres. Evo Morales, le dirigeant paysan du MAS, et les staliniens du PCB proposent de sauver le régime par « des élections constitutionnelles ». Tous ces appareils syndicaux et politiques font partie du Forum Social Mondial. Cette internationale contre-révolutionnaire, en Bolivie comme au Venezuela, en Équateur, en Argentine, au Brésil... fourvoie les travailleurs dans l'impasse de la collaboration de classe et des accords avec les gouvernements compradores de tout poil.

Pour l'armement et l'auto-organisation des travailleurs et des paysans en lutte

Seule l'organisation des travailleurs des villes et des campagnes dans un Congrès National pourra ouvrir une issue révolutionnaire à la crise actuelle. Composé de délégués de base révocables, élus par les milices et les organismes d'auto-organisation, le Congrès national ouvrier et paysan pourrait appeler les soldats à éliminer la caste des officiers assassins, à liquider l'armée bourgeoise, à mettre les armes au service des masses en lutte. Il pourrait imposer un gouvernement ouvrier et paysan.

Seul un tel gouvernement pourra rompre avec l'emprise impérialiste ; nationaliser sans indemnité les banques et les groupes capitalistes (comme le français Suez), exproprier les grandes propriétés

foncières, donner la terre et l'eau aux paysans, garantir des crédits bon marché pour les petits producteurs des campagnes et des villes ; partager le travail en assurant la dignité des mineurs et de tous les travailleurs boliviens ; combattre la pauvreté avec un plan de travaux publics, mettre au service de la majorité des Boliviens les énormes ressources naturelles, garantir à tous le droit au travail, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation.

Seul un parti révolutionnaire combattant pour diriger cette lutte, en reprenant les « Thèses de Pulacayo » adoptées par les mineurs boliviens en 1946, le programme pour la révolution socialiste en Bolivie, pourra assurer la victoire aux travailleurs et aux masses boliviennes, en ouvrant le chemin à la Fédération de Républiques Socialistes d'Amérique latine.

• Assez de répression ! À bas le gouvernement assassin de Sanchez de Lozada et son régime militarisé !

• Pour un Congrès National de travailleurs et paysans en lutte, composé de délégués mandatés et révocables, basé sur leurs organismes d'auto-organisation, sur les milices ouvrières et paysannes !

• Pour un gouvernement ouvrier et paysan qui rompe avec l'impérialisme et le FMI !

• Pour la mobilisation ouvrière internationale en appui à nos sœurs et frères de classe, les travailleurs de Bolivie !

Aujourd'hui même, en France, en Espagne, dans toute l'Europe, les travailleurs doivent soutenir leurs sœurs et frères boliviens qui affrontent le pillage impérialiste européen et américain, luttent contre le gouvernement comprador de Sánchez de Lozada. Le Groupe Bolchevik et le Groupe Germinal appellent les travailleurs de la France et de l'État espagnol à exiger de leurs organisations politiques et syndicales qu'elles appellent à la mobilisation internationaliste, en organisant des manifestations à l'ambassade de Bolivie, pour exiger la cessation de la répression, la destitution du gouvernement assassin et la destruction du régime militarisé, pour appuyer un gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie qui mette un terme à la soumission à l'impérialisme et aux souffrances des masses. »